COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N°36 - 10 FRS

4 FEVRIER 1991

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE)

DU COTE DE LA COALITION : GUERRE IMPERIALISTE DU COTE DE L'IRAK ET DES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT : GUERRE DE DEFENSE, GUERRE JUSTE

UNE TRADITION

Depuis le 17 janvier, la coalition impérialiste a engagé la guerre ouverte contre l'Irak. Tous les jours des dizaines de milliers de tonnes de bombes sont déversées sur ce pays par l'aviation de la coalition impérialiste. Toute une littérature tente de faire croire que les développements technologiques et la précision des bombardements font de cette guerre "une guerre propre" pour ainsi dire sans victimes civiles et le moins possible de victimes militaires. Pure propagande pro-impérialiste. Obligatoirement les victimes irakiennes se comptent déjà par dizaines de milliers sinon par centaines de milliers. Placée sous la direction de l'impérialisme américain, la coalition impérialiste mène cette guerre à la façon dont l'impérialisme américain a mené toutes ses guerres.

Utilisant à plein son énorme puissance économique, l'impérialisme américain sature de bombes le pays adverse non seulement en vue d'atteindre des objectifs militaires, mais pour terroriser la population. C'est ainsi qu'il a procédé pendant la IIe guerre mondiale en bombardant systématiquement les villes allemandes. Le bombardement de Dresde est resté un des exemples les plus célèbres de la façon dont l'impérialisme américain fait la guerre. Alors que l'Allemagne était d'ores et déjà écrasée, qu'il n'y avait dans cette ville aucun objectif militaire, les 13 et 14 février 1945 des centaines et des centaines de bombardiers américains l'écrasaient et l'incendiaient en procédant "scientifiquement" : résultat au moins 135 000 tués.

Impossible d'omettre le largage des bombes atomiques, les 6 et 8 août 1945, sur Hiroshima et Nagasaki. Les armées japonaises étaient en pleine déconfiture inéluctablement vouées à la défaite et à la capitulation. Le 8 l'URSS entrait en guerre contre le Japon. Seul l'impérialisme américain disposait alors de l'arme de terreur absolue qu'est la bombe atomique. Il les a larguées sur Hiroshima et Nagasaki moins pour faire capituler le Japon que comme une sommation au Kremlin et une menace contre l'URSS. Les 7 600 000 tonnes de bombes que l'aviation américaine a déversées sur le Vietnam en utilisant les B52 qui opèrent encore aujourd'hui contre l'Irak, représentent plus de trois fois le tonnage de bombes largué sur tous les théâtres d'opération de la IIe guerre mondiale. Le général Westmoreland, commandant en chef, proclamait : *«Nous les (les Vietnamiens) ramèneront à l'âge de pierre».*

L'INTOXICATION

Impudemment l'état-major américain a annoncé que dans les premières 24 heures de la guerre ouverte, 18 000 tonnes de bombes ont été larguées sur l'Irak : *«plus que l'équivalent (de la bombe) d'Hiroshima».* Sur la foi des communiqués, "Le Monde" daté du 18 janvier écrivait :

> *«En quelques heures à peine de raids aériens d'une ampleur et d'une précision sans précédents il (l'Irak) a perdu pratiquement la totalité de son aviation et de la protection radar du territoire irakien, la plupart de ses missiles à moyenne portée dont il a menacé à maintes reprises l'Arabie Saoudite et Israël, plusieurs unités de sa garde prétorienne, paradoxalement qualifiée de républicaine, bon nombre de ses industries militaires "non conventionnelles", c'est-à-dire consacrées à la fabrication d'armes chimiques et nucléaires».*

Quelques jours plus tard, changement de langage. Le chef d'état-major, le général Powel, a tenu le 23 janvier une conférence de presse. Il a expliqué : les réacteurs nucléaires, les systèmes radars et de navigation, les structures de défense aérienne irakiens ont été détruits, que l'aviation de la coalition impérialiste ont la maîtrise de l'air ; les usines chimiques et les centrales électriques ont été détruites en partie. Mais, a-t-il ajouté : seulement 41 avions irakiens ont été détruits sur une flotte de 800 appareils environ ; le reste serait bien protégé dans des bunkers enterrés, renforcés d'acier et de béton. Seulement une partie des lanceurs de missiles Scud aurait été détruite car beaucoup sont mobiles. En plus les Irakiens utiliseraient des "leurres" qui "tromperaient" l'aviation de la coalition impérialiste. Il y a surtout les forces terrestres irakiennes massées et fortifiées dans le sud de l'Irak, Koweit compris. Elles seraient redoutablement armées et profondément enterrées. Il faudrait donc bombarder l'Irak pendant des jours et des semaines pour les couper, les isoler de l'ensemble du pays, submerger de bombes les lignes de défense irakiennes et si possible démoraliser ainsi ses troupes. Dans ces conditions ce ne serait plus quelques jours, ou même quelques semaines, mais des mois que devrait durer la guerre.

LA STRATEGIE DE LA TERREUR

Dans les deux cas : intoxication. A qui va-t-on faire croire que les services de renseignements des puissances impérialistes ignoraient : que nombre de lanceurs de missiles Scub sont mobiles ; que l'aviation irakienne dispose de bunkers enterrés, bétonnés et blindés ; que l'armée de ce pays utilise nombre de "leurres" ? Les missiles Scub ont été fournis et installés par le Kremlin. Les bunkers ont été construits par des entreprises françaises, belges, allemandes. Les "leurres" ont été fournis par des entreprises anglaises, françaises et italiennes. De plus, outre l'espionnage par les satellites et les Awacs, les services de renseignements américains et anglais disposent d'importantes sources en Irak.

Les bombardements massifs, pendant des jours et des nuits, n'ont pas seulement des objectifs militaires. Ils visent à terroriser le peuple irakien. Mais pas seulement. Tous les peuples du Moyen-Orient, du Maghreb, des pays semi-coloniaux en général sont pour, dans cette guerre, la défaite de la coalition impérialiste. Ils ne s'abusent pas sur ses buts de guerre. De ce point de vue, la gigantesque manifestation du 18 janvier à Alger, est significative. Plus particulièrement et plus intensément encore, les peuples des pays dont les gouvernements se sont engagés dans la guerre au côté de la coalition impérialiste, ne serait-ce que symboliquement, veulent que cette coalition soit défaite. Depuis des dizaines d'années le peuple palestinien combat pour détruire l'Etat d'Israël, artificiellement constitué et un des bastions de l'impérialisme au Moyen-Orient. Il veut recouvrer son pays.

L'opportunité s'en présentant, ces peuples se dresseront contre les gouvernements qui participent à la guerre contre l'Irak. Ils se dresseront également contre les gouvernements, dont celui de Jordanie, qui pratiquent aujourd'hui une politique d'équilibriste. Si, par suite de puissants mouvements de masse, les gouvernements du Maroc, d'Egypte, de Syrie, engagés dans la guerre au côté de la coalition impérialiste (sans parler des autres), sont déstabilisés, vacillent ou sont balayés, la combinaison politique mise sur pied par l'impérialisme s'effondrera ainsi qu'un château de cartes. La guerre que mène la coalition sera compromise. Par ses bombardements massifs de l'Irak, la coalition impérialiste, que l'impérialisme américain domine, veut terroriser les peuples du Moyen-Orient et d'abord ceux des pays dont les gouvernements se plient à ses exigences et participent à la guerre contre l'Irak.

"LES BUTS DE GUERRE"

Au bout de quelques jours de guerre ouverte, les buts de l'impérialisme américain, principale composante de la coalition impérialiste, sont apparus nettement. Le Koweit n'a été qu'un prétexte. "Le Monde" du 26 janvier le constatait dans un article intitulé *"Buts de guerre"* :

> *«Certes, l'administration Bush reste fidèle aux "buts de guerre" proclamés par son chef : l'évacuation du Koweit, la restauration de son gouvernement légitime, la sécurité dans le Golfe, en particulier celle des approvisionnements pétroliers de l'Occident. Mais les Etats-Unis vont beaucoup plus loin. Ils tiennent désormais pour justifier l'élimination du régime de Bagdad, de son armée et de son chef».*

Plus encore : systématiquement l'aviation "alliée", composée surtout de l'aviation américaine, détruit le potentiel économique de l'Irak. Cette destruction vise à assurer les conditions objectives de l'étroite subordination de ce pays à l'impérialisme. La ruine et la destruction économique de l'Irak sont parmi les objectifs de guerre de l'impérialisme américain. La nouvelle saignée que le peuple irakien subit s'ajoute à celle qu'il a subie au cours de la guerre entre l'Irak et l'Iran. Elle l'affaiblit plus encore. L'impérialisme américain tente de réaliser ainsi les conditions de la mise en place d'un régime à sa botte. Dans tous les pays semi-coloniaux il existe des coteries d'officiers, des secteurs de la bourgeoisie prêts à jouer ce rôle.

"Le Monde" le dit expressément, la coalition impérialiste fait la guerre pour *«la sécurité dans le Golfe en particulier celle des approvisionnements en pétrole de l'occident»*. Sous une forme jésuitique, il avoue qu'elle fait la guerre pour renforcer son contrôle sur cette région du monde où sont concentrées 70 % des réserves mondiales connues de pétrole, ce qui exige que les gouvernements de ces pays soient étroitement subordonnés aux puissances impérialistes.

AUTRES RAISONS DE LA GUERRE

La guerre que mène la coalition impérialiste est une guerre de défense des émirs et des roitelets du pétrole que la chute de l'émir de Koweit menaçait. Leurs régimes sont des régimes semi-féodaux, des monarchies absolues. Eux, leurs familles et quelques autres sont riches à milliards de dollars. Leurs pays n'en sont pas moins des pays semi-coloniaux dépendant de l'impérialisme. Si important que soit le pétrole comme source d'énergie, c'est une matière première. Or, l'exportation des

matières premières est une des caractéristiques des pays coloniaux et semi-coloniaux. Ses cours dépendent du marché mondial que l'impérialisme domine. Les moyens de production (y compris les installations nécessaires à l'extraction, au transport, au traitement du pétrole), la construction et l'entretien des infrastructures, les biens de longue durée ou d'utilisation courante et plus ou moins immédiate, l'armement sont importés. Ce sont les pays capitalistes dominants qui les produisent.

En même temps, une partie toujours plus grande de la population laborieuse est composée de travailleurs venant des pays les plus arriérés d'Asie, d'Egypte, de Syrie, de Jordanie, de Palestiniens immigrés. En Arabie Saoudite, sur une population de 11 millions d'individus, il y a 7 millions de Saoudiens et 4 millions d'immigrés ; sur 4,8 millions de travailleurs, il y a 1,2 millions de Saoudiens et 3,6 millions d'immigrés. Au Koweit, les travailleurs immigrés (Palestiniens, Jordaniens, Egyptiens, Pakistanais) constituaient plus de la moitié de la population. Voilà qui illustre le caractère parasitaire à l'extrême des couches sociales dominantes.

L'une des raisons de cette guerre est la défense des régimes dictatoriaux oppresseurs et exploiteurs des masses, liés de façon plus ou moins étroite et directe à l'impérialisme, que sont les gouvernements d'Egypte, de Syrie, de Jordanie et également de Turquie, pour ne pas parler de ceux des autres pays arabes et au-delà d'Afrique et d'Asie.

Toute la presse, tous les partis d'Israël ont réclamé et réclament la guerre contre l'Irak jusqu'à la complète destruction de son potentiel militaire, donc également de la plupart de son potentiel industriel. Face à la lutte incessante du peuple palestinien qui veut recouvrer son pays et donc balayer ce bastion de l'impérialisme qu'est l'Etat d'Israël, confronté à la puissance militaire de l'Irak, cet Etat n'était plus en mesure de jouer le rôle pour lequel l'impérialisme américain a soutenu sa constitution. L'un des objectifs de guerre de l'impérialisme américain est de lui redonner la possibilité de le jouer. L'Etat d'Israël a toujours bénéficié du soutien prioritaire de l'impérialisme américain. Cette fois encore ce soutien n'a pas manqué. Quelques rares (rares comparé au déluge de fer et de feu qui s'abat sur l'Irak) missiles Scub, tirés par l'armée irakienne sont tombés sur le territoire de l'Etat d'Israël qui ne possédait pas les moyens de les faire exploser en vol. Aussitôt l'armée américaine a mis en place, dans cet Etat, des batteries de missiles "Patriot" que servent des soldats US. C'est dire : quel soutien l'impérialisme américain apporte à l'Etat d'Israël contre le peuple palestinien ; que l'un de ses buts de guerre est l'écrasement de ce peuple et la restauration de la toute puissance au Moyen-Orient de l'Etat d'Israël.

Faire la guerre, la faire durer n'est pas sans risque pour la coalition impérialiste. Plus elle se prolonge, plus grande est la possibilité : que les peuples subissant l'oppression et l'exploitation impérialiste au Moyen-Orient et ailleurs se mobilisent ; que s'aggrave la situation économique et financière des pays capitalistes dominants ;que les tensions politiques s'accentuent dans ces mêmes pays et également entre eux. Mais l'impérialisme américain a encore d'autres raisons que celles évoquées plus haut de prolonger cette guerre. D'abord c'est une relance de l'économie d'armement au moment où se dessinent les menaces d'une nouvelle phase aiguë de la crise économique récurrente et que le spectre d'une guerre, que le Kremlin engagerait, ne peut plus être évoqué : la guerre contre l'Irak coûterait cette année, d'après les premières estimations, 100 milliards de dollars. Le financement pose certes des problèmes... que le gouvernement Bush entend résoudre en taxant les émirs, le roi d'Arabie Saoudite, l'Allemagne, le Japon, etc... Il suggère d'établir une taxe internationale sur le pétrole pour financer la guerre. Une autre raison : tester, grandeur nature, toute une panoplie d'armes nouvelles qui ressortent de "la guerre électronique", des "missiles de croisière", des "patriots", etc... et les "améliorer".

LEUR "NOUVEAU DROIT INTERNATIONAL"

Leur tintamarre de la propagande officielle, des masse-médias, de la presse "libre" ou des partis est assourdissant : cette guerre serait faite au nom du "nouveau droit international" qui naîtrait depuis que la bureaucratie du Kremlin a fait amende honorable devant l'impérialisme, particulièrement l'impérialisme américain, que sa crise la déchire, que les bureaucraties satellites sont disloquées et s'effondrent, qu'elles ouvrent la voie à la restauration capitaliste et à la pénétration des marchandises et des capitaux des pays capitalistes dominants, dans ceux où le capital avait été exproprié. Ce "droit", on vient de voir ce qu'il est. Il suffit de savoir qui le dicte pour en connaître la nature. L'Organisation des Nations Unies, paraît-il.

L'ONU a été constituée le 26 juin 1945 par les vainqueurs de la IIe guerre mondiale et comme un des moyens de subordonner le monde aux vainqueurs. La concrétisation de cela c'est le Conseil de Sécurité et le rôle qu'il joue dans le fonctionnement de l'ONU. Il est composé de 15 membres. Dix sont renouvelables tous les deux ans. Ils sont élus par l'Assemblée Générale. Cinq sont permanents et ont été désignés une fois pour toute. Ce sont : les USA, l'Angleterre, la France, l'URSS, la Chine. Le Conseil de Sécurité l'emporte sur toute autres organisme en ce qui concerne les question de "la paix" et de la "sécurité". Chacun de ses membres a le droit de veto et donc de bloquer toute décision de l'ONU. Ce sont, par conséquent, ces cinq membres qui dictent à l'ONU "ses" décisions, lorsqu'il y a accord entre eux. Ce prétendu "droit international" est le "droit" que dicte les cinq.

Tant qu'ils ne sont pas d'accord, le "droit international" est en vacances quoi qu'il se passe. Ce n'est pas parce qu'ils sont d'accord, en principe, que le "droit international" s'applique : voir les innombrables résolutions de l'ONU restées inappliquées. Il faut une conjoncture politique internationale extraordinaire pour que le "droit international" s'applique : celle d'aujourd'hui où la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise s'alignent inconditionnellement derrière l'impérialisme américain. En bref, c'est l'impérialisme et au premier chef l'impérialisme américain qui dicte au monde le "nouveau droit international".

Dernier coup d'œil sur les cinq du Conseil de Sécurité supposés incarner la conscience de l'humanité, qui dictent et appliquent le "nouveau droit international" : l'impérialisme américain dont quelques uns des exploits ont été mentionnés plus haut sur lesquels il n'est pas nécessaire de revenir ; l'impérialisme anglais au passé colonial lourdement chargé et qu'à si bien incarné Mme Thatcher, héroïne de la répression brutale et sanglante contre les Irlandais du nord qui luttent pour

libérer cette partie de l'Irlande de la tutelle anglaise, héroïne aussi de la guerre des Malouines ; l'impérialisme français au passé colonial non moins chargé, qui a, à son palmarès (notamment) la guerre contre le Vietnam (1945-1954), la guerre contre le peuple algérien (1954-1962), dont les forces armées restent stationnées dans les anciennes colonies françaises d'Afrique noire pour soutenir contre les masses de ces pays les gouvernements et les régimes à sa solde ; la bureaucratie du Kremlin auteur de gigantesques et innombrables crimes ; la bureaucratie chinoise encore sanglante du massacre de la place Tienamen et qui poursuit la répression.

Autre illustration de ce "nouveau droit international". Actuellement, Gorbatchev tente de resserrer le carcan des nationalités, que l'URSS est devenue sous Staline, en s'appuyant sur le KGB et les cadres de l'armée. A l'évidence, c'est en accord avec l'impérialisme américain que, au même moment où la coalition engageait la guerre ouverte contre l'Irak, Gorbatchev déployait son action répressive contre les peuples baltes et ceux des autres républiques de l'URSS.

Le "nouveau droit international" est tout simplement celui des superforbans impérialistes et des bureaucraties sanglantes et chancelante de Moscou et de Pékin.

Dans cette guerre, l'hésitation n'est pas possible. Le Comité pour la construction de Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale) se prononce :

CONTRE LA GUERRE ET LA "PAIX" IMPERIALISTE
CONTRE LA COALITION IMPERIALISTE
POUR LE SOUTIEN INCONDITIONNEL DE L'IRAK ET DES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT

Le Comité se prononce non moins clairement pour : le renversement des régimes et des gouvernements du Moyen-Orient subordonnés à l'impérialisme et aujourd'hui ses alliés dans sa guerre contre l'Irak ; l'élimination des Etats d'Israël et de Jordanie et la formation d'un Etat palestinien.

LES PRETEXTES DE LA COALITION IMPERIALISTE

Mais le régime et le gouvernement de Saddam Hussein sont dictatoriaux ; ils ont engagé la guerre au compte de l'impérialisme contre l'Iran pour saigner la révolution iranienne ; par milliers et par milliers ils ont gazé les Kurdes. Sans aucun doute. Cependant, il est devenu banal de rappeler que ce sont les puissances impérialistes, principalement la France, la bureaucratie du Kremlin qui ont armé Hussein pendant la guerre qu'il a livrée à l'Iran. Les émirs du pétrole, le roi d'Arabie ont ouvert à Saddam Hussein des crédits qui ont couvert en partie ses achats d'armes. Enfin la marine des Etats Unis est intervenue dans le Golfe Persique et, alors que l'armée irakienne était sur le point de s'effondrer, l'a sauvée du désastre.

Aujourd'hui la coalition fait la guerre à l'Irak, pourquoi ? Parce que Saddam Hussein pris à la gorge par les conséquences désastreuses de la guerre qu'il a livrée à l'Iran, au compte de l'impérialisme (ruine économique et financière) a envahi le Koweit et, qu'agissant ainsi, il a accentué la déstabilisation de "l'ordre" impérialiste au Moyen-Orient. Par la guerre, la coalition impérialiste veut réaffirmer et renforcer sa main-mise sur cette région du monde.

Le prétexte de la prétendue libération du Koweit n'a absolument aucune valeur. En Irak, comme en Iran et en Turquie, il existe un peuple opprimé, déchiré : le peuple kurde. Il est séparé en quatre tronçons, le premier sous le joug de la dictature irakienne ; le deuxième sous celui des ayatollahs d'Iran ; le troisième sous celui de la dictature turque ; le quatrième sous celui du dictateur syrien. Quand l'impérialisme s'en est-il soucié ? C'est sous son patronage que la nation kurde a été divisée et qu'elle est opprimée.

De plus le Koweit avant de passer sous la coupe des Anglais faisait partie de l'empire ottoman. Au lendemain de la première guerre mondiale, cet empire a été démantelé. L'Angleterre a exercé un "mandat", qui lui a été confié par la SDN, sur la Mésopotamie (l'Irak) et sur toute la zone allant de l'Egypte au Golfe Persique. La France a exercé un "mandat" sur la Syrie et la Liban. En 1922, l'Angleterre a dû accepter la création de l'Etat irakien. Mais, écrit Georges Corm dans "Le Monde Diplomatique" d'octobre 1990 :

> *«La délimitation de ses frontières par le colonisateur anglais avec l'Iran d'un côté et la cité Etat du Koweit de l'autre semble bien avoir voulu empêcher l'Irak de devenir une puissance maritime».*

Il ne "semble" pas : c'est exact. En réalité, tout accès valable sur la mer a été bouché à l'Irak, alors que c'est naturellement pour ce pays construit autour de l'Euphrate et du Tigre une nécessité. Le Koweit est resté sous la tutelle directe de l'Angleterre. Il comprend toute la région du Golfe refusé à l'Etat irakien. Depuis, y compris le roi Faysal mis sur le trône irakien par les Anglais, tous les gouvernements de l'Irak ont revendiqué le rattachement du Koweit à leur pays. Or, comme il a été souligné plus haut, le peuple du Koweit n'existe pas, à moins que l'on considère une minorité d'exploiteurs comme constituant un peuple.

Enfin, le retrait ou non des troupes irakiennes a pris un contenu politique qui dépasse de loin la question du Koweit : c'est devenu la concrétisation de la capitulation ou non de l'Irak devant le Diktat de la coalition impérialiste.

ANTAGONISMES INTER-IMPERIALISTES

La coalition impérialiste a un objectif commun qui la cimente : faire capituler l'Irak pour asseoir et renforcer le contrôle des puissances qui la compose sur le Moyen-Orient. Cependant, antagonismes et contradictions la fissurent. L'impérialisme français, et pas seulement lui, l'impérialisme allemand également, était pour différer autant que possible la guerre. Il estimait que l'embargo, le blocus, suffiraient pour obliger Saddam Hussein à composer et à évacuer, dans des conditions déterminées, le Koweit. Vaille que vaille, pour se maintenir à la position de puissance ayant un rôle politique mondial, il a dû suivre l'impérialisme US. Mitterrand l'a clairement exprimé :

«Je ne préconise pas la guerre, je préconise la paix. Je dis simplement que si on nous y contraint, la France prendra part au conflit armé, comme une solution regrettable et redoutable, mais aussi comme l'annonce que la France entend être présente lors du règlement de cela. Elle aura droit à la parole... Sinon (si elle ne participait pas aux opérations militaires, NDLR) *en quoi justifierait-elle le rôle qu'elle remplit depuis 1945, comme l'un des cinq membres du Conseil de Sécurité, l'un des cinq pays, je l'ai dit, appartenant en permanence à l'organe suprême des Nations Unies.»*

L'impérialisme français, impérialisme décadent, redoute que la guerre ait de lourdes conséquences économiques et politiques qui lui seraient difficiles de supporter.

Surtout : une deuxième partie se joue dans le cadre de la première. L'impérialisme américain montre et fait jouer à plein sa puissance militaire. Agissant ainsi, il entend aller au-delà de la position de principale puissance dominante au Moyen-Orient, il veut y établir son hégémonie au détriment des autres puissances impérialistes. D'ores et déjà l'impérialisme français a été, par général Aoun interposé, éliminé du Liban ; il a perdu le marché que constituait pour lui l'Irak. Etablissant son hégémonie sur les ressources de pétrole du Moyen-Orient, l'impérialisme américain tiendrait à la gorge les impérialismes européens et japonais : il contrôlerait leurs sources énergétiques ; ce serait comme s'il se saisissait de leur veine jugulaire.

Actuellement, le capitalisme américain reste la puissance économique dominante et de loin. Mais depuis la fin de la IIe guerre mondiale, son poids économique relatif n'a cessé de diminuer. C'est particulièrement vrai par rapport à la puissance économique croissante du Japon et de l'Allemagne. Au lendemain de la IIe guerre mondiale, il était le bailleur de fonds de l'ensemble des pays capitalistes. Il est maintenant endetté jusqu'au cou et est menacé d'un krach bancaire. Pour reprendre l'hégémonie sur tous les pays capitalistes, et même l'hégémonie mondiale que désormais la bureaucratie du Kremlin ne peut lui contester, l'impérialisme américain veut faire valoir sa puissance militaire en même temps qu'il vise à établir sa main-mise totale sur le Moyen-Orient. Ainsi non seulement les impérialisme français, allemand, japonais, italien, etc... l'ensemble des pays capitalistes devraient subir les conséquences économiques et financières de la guerre, mais encore il leur faudrait se courber devant l'hégémonie de l'impérialisme américain.

Les participants à la coalition impérialiste divergent quant aux objectifs finaux de la guerre et même quant à la conduite de la guerre. L'impérialisme français, et en arrière fond, la plupart des pays de la CEE, veut infliger à Saddam Hussein une défaite politique et (maintenant que la guerre est engagée) militaire en l'obligeant à évacuer le Koweit. Ils ne veulent pas nécessairement le chasser du pouvoir, liquider son régime, anéantir la force militaire de l'Irak et son économie. Ils voudraient rétablir un équilibre traditionnel au Moyen-Orient, fut-il instable, dans lequel l'Irak devrait nécessairement avoir sa place. Cette politique inspirée du passé est irréaliste. D'ores et déjà les coups que l'Irak a subi ne laissent que ruines. Il est peu vraisemblable que Saddam Hussein et son régime survivent à la défaite que serait l'évacuation du Koweit. C'est l'impérialisme américain qui monopolise la direction de la guerre et la fait pour l'essentiel. Mitterrand a dû "autoriser" que les avions de combat français ne limitent plus leur champ d'opération au Koweit et qu'ils l'étendent à l'ensemble de l'Irak. L'impérialisme américain vise à ce que "l'ordre" au Moyen-Orient soit désormais ordonné autour de la présence massive de l'armée américaine dans cette région du monde et le renforcement de l'Etat d'Israël.

LA DIRECTION DU PCF FIXE LA LIGNE ET DIRIGE

En France, le PCF a été et est la force politique dirigeante de la "lutte contre la guerre" à laquelle collent organisations de "gauche" et "d'extrême gauche" (PCI, LCR, LO qui se réclament du "trotskysme") et les "personnalités" de "gauche", cathos et certaines venant ouvertement de la "droite". Initié par le PCI, 'l'appel des 75" a été la couverture (très transparente) commode que le PCF a utilisée pour développer sa politique. L'article consacré au congrès du PCF, que ce numéro de CPS publie, montre son contenu : une projection de la politique du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. Les manifestations des 12, 17, 18 et 22 janvier se sont déroulées totalement dans le cadre de la politique du PCF. Elles ont été submergées par le "slogan" ridicule et petit bourgeois *«Quelle connerie la guerre»* et celui de *«Non à la guerre»*. Dans ce cadre, des mots d'ordre comme "retrait des troupes françaises, anglaises, américaines" ne font que "relever la sauce" ainsi que le fait le piment dans un plat avarié. Ce sont des leurres, ce que sont les chars en plastique aux chars réels.

La guerre ouverte, la direction du PCF a réajusté sa politique. L'absence des militants du PCF et de la CGT était particulièrement sensible à la manifestation qui a eu lieu au soir du 18 janvier. Comme par hasard la perfection de police a interdit tout défilé. Quelques milliers de manifestants ont été parqués sur la place de la République. Le 22 janvier, le nombre de manifestants était à peine la moitié de celui du 12 janvier. Pire encore : un piège politique a fonctionné à la préfecture : d'un seul coup la tête de la manifestation a été bloquée à la hauteur de l'entrée du Pont au Change sur la place du Châtelet, par un cordon de CRS lui interdisant d'aller plus loin. Sous la pression des dirigeants de la CGT et du PCF, présents à la tête du cortège, Denis Langlois a appelé à la dissolution de la manifestation. C'est un symbole, politiquement significatif : la direction du PCF passe à une autre phase de sa politique, dont un éditorial signé Jacques Coubard, que "L'Humanité" du 28 janvier a publié, donne le contenu. On y lit :

«Il y avait samedi, dans les défilés, des socialistes, des gaullistes, des chrétiens, des Verts qui étaient, pour des raisons qui leur sont propres, porteurs d'une volonté commune d'en finir avec la guerre, de négocier afin d'imposer le retrait de Saddam Hussein du Koweit et de convoquer une conférence internationale chargée de régler les problèmes, les maux dont souffre le Moyen-Orient.

Mais ceux qui pensent aujourd'hui, sous l'effet de la guerre psychologique livrée par Washington et Bagdad, qu'il n'y a pas d'autre solution que la guerre, n'en sont pas pour autant devenus des boutefeux déchaînés, des jusqu'auboutiste fanatiques. Pour l'immense majorité, confrontée à la réalité d'une guerre dont on leur annonce maintenant qu'elle sera longue, dure, meurtrière, sale et ruineuse, le souhait d'un règlement pacifique reste intact. A tous, les communistes tendent la main pour

sauver le bien commun de la paix et de l'intérêt national. Afin qu'ensemble nous agissions pour avancer le jour où les missiles et les bombardiers cesseront leurs raids de terreur».

La direction du PCF *«tend la main (à) ceux qui pensent aujourd'hui... qu'il n'y a pas d'autre solution que la guerre»*. Il s'agit maintenant d'*«avancer le jour où les missiles et les bombardiers cesseront leurs raids de terreur»*. C'est une façon de dire : puisque la guerre est là, il faut s'en accommoder et seulement raccourcir sa durée jusqu'au jour où Saddam Hussein acceptera d'évacuer le Koweit. La perspective doit être *«la convocation d'une conférence internationale»*, c'est-à-dire une conférence où les puissances impérialistes, la bureaucratie du Kremlin, les gouvernements des régimes semi-féodaux, les dictatures militaires et autres, le gouvernement d'Israël, les gouvernements à la botte de l'impérialisme, règleraient (s'il leur était possible de s'entendre) le sort des peuples du Moyen-Orient. La direction du PCF met sa politique en phase avec celle de l'impérialisme français.

LA DIRECTION DU PCI A LA REMORQUE

Dans une résolution votée au 35e Congrès du PCI, il est affirmée :

«Nous ne sommes pas neutres dans le conflit du Golfe : l'analyse que comportent les parties précédentes attestent que... la guerre que l'impérialisme déclarerait contre l'Irak est une guerre contre-révolutionnaire».

Regrettons que cette affirmation ne fasse pas la une d'"Informations Ouvrières" qui fut l'organe du Comité Central du PCI et est devenue l'organe du MPPT, dans lequel le PCI serait "à égalité avec les autres courants". Néanmoins, il n'y a rien d'étonnant à cela. La même résolution prétend que l'alignement sur la politique du PCF serait la réalisation du Front Unique parce que la direction du PCF ne fait pas opposition à l'utilisation du mot d'ordre de retrait des troupes et à l'occasion l'utilise. La direction du PCI triche et ruse. Il lui faut satisfaire les aspirations des militants du PCI et en même temps occuper son créneau dans le soutien de la politique concernant le Moyen-Orient de l'impérialisme français. C'est ce que démontre son alignement, au nom du Front Unique, sur l'orientation du PCF.

Les liens qui unissent le bureau confédéral FO, le MPPT et la direction du PCI ne sont pas un secret. Ils sont visibles à l'œil nu Or, la direction de FO vient de renouveler sa prise de position en faveur de la coalition impérialiste et de l'Etat d'Israël. Extrait d'une :

«Déclaration du Bureau Confédéral

A quelques jours de l'expiration du délai fixé par la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies et face à la menace de conflit qui se profile, la CGT-FO, dans le respect des principes fondamentaux du syndicalisme libre international (sic) réaffirme son attachement à la Paix et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En ce sens, le Bureau Confédéral de Force Ouvrière appuie l'initiative importante du secrétaire général de l'ONU dans la démarche qu'il tente auprès des autorités irakiennes, afin de parvenir à la mise en œuvre pacifique des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Paris, 11 janvier - 13 heures».

«Déclaration commune CGT-FO/Histadrout

Les délégations ont procédé à l'examen approfondi de la situation syndicale dans le monde et du rôle croissant du syndicalisme libre international

Elles ont marqué une égale préoccupation en regard de la crise dans le Golfe Persique et la nécessité de mettre fin à l'agression irakienne et d'aboutir à une solution qui soit en conformité avec les résolutions de l'ONU.

Tel Aviv, le 8 janvier 1991».

Où conduit la prétendue "indépendance" de FO ? A soutenir la coalition impérialiste ; à nouer des liens serrés avec l'Histadrout qui est étroitement liée et dépendante de l'Etat d'Israël ; au soutien de cet Etat contre le peuple palestinien et les peuples arabes.

Ces éléments illustrent sur quels rails roulent la direction du PCI et quel train le MPPT a pris en marche en participant, après des mois de silence et d'abstentionnisme, à partir du 12 janvier, aux manifestations se déroulant sous le camouflage de "l'appel des 75".

LA DIRECTION DE LA LCR : AVENTURISME GAUCHISTE

Les dirigeants de la LCR suivent une politique semblable. Pourtant ils ont tenu à marquer leur originalité. Interviewé par Albert Duroy sur France Inter, le vendredi 11 janvier à 8 H 30, Krivine répondait à cette question :

«Vous-même vous avez lancé un appel aux soldats français pour qu'ils refusent de partir : c'est un appel à déserter»

Krivine : *«C'est pas exactement la même chose, c'est un appel à refuser la guerre. Il y a déjà un soldat qui a été puni puisqu'il avait participé en uniforme à la première manifestation, celle du 20 octobre. Il y a un deuxième soldat, lors de l'émission de Dechavane, qui lui aussi a pris position contre la guerre en disant qu'il ne partirait pas et qui aujourd'hui est convoqué par son général. Mais toutes les informations que nous avons montrent qu'aujourd'hui, non seulement parmi les appelés mais y compris parmi les engagés et notamment parmi ceux qui sont en Arabie Saoudite, puisque nous avons reçu maintenant beaucoup de témoignages, ce qui est nouveau de la part de ces militaires de carrière, il y a le même sentiment que celui qui existe dans la population : nous n'allons pas nous faire tuer pour les milliardaires du Koweit».*

Albert Duroy : *«Mais en tant que responsable d'un mouvement politique, c'est une attitude à laquelle vous incitez les soldats».*

Krivine : *«Absolument. Nous, nous disons aux soldats, vous devez publiquement, aussi bien dans la rue qu'à travers des pétitions et même si demain vous êtes réellement appelés à partir, à refuser, à dire collectivement que vous ne partirez pas au Moyen-orient, de même que vous avez aujourd'hui en Israël certains soldats qui refusent de franchir la frontière».*

Dans la plus pure tradition gauchiste, à une politique de combat pour la réalisation du Front Unique, des organisations ouvrières, partis et syndicats, mais notamment des centrales syndicales, contre la coalition impérialiste, Krivine et la LCR substituent l'invite à l'action individuelle des soldats (le "collectivement" n'est qu'une précaution formelle). Ils conjuguent l'adaptation à la politique du PCF, à l'union sans rivage à droite, un appel provocateur et irresponsable. Ils veulent, en agissant de cette façon, se donner une coloration révolutionnaire, mais cela risque de coûter très cher aux soldats qui répondraient à leur appel.

CHEVENEMENT ET LES "OPPOSANTS" DU PS

Dernier venu dans les rangs des "pacifistes" déclarés, Chevènement ancien ministre de la Défense. Il donne sa véritable coloration à "l'opposition à la guerre" qui se manifeste dans le PS et qui ont amené quelques députés et sénateurs de ce parti à voter contre l'approbation de la décision du gouvernement français de couvrir l'ouverture des opérations militaires contre l'Irak. Le PS porte déjà la lourde responsabilité d'avoir accepté toute la politique anti-ouvrière du gouvernement. Ces élus craignent que prendre maintenant la responsabilité de la guerre, avec tout ce que cela signifie, ne lamine le PS aux prochaines élections. Tout au moins pour l'instant ils ne mettent pas en cause le gouvernement. Dans sa lettre de démission envoyée à Mitterrand, Chevènement a, en une ligne, précisé sa position et celle des opposants du PS :

«Aux raisons de fond que je vous ai exposées fin décembre, il me semble que les événements donnent toute leur force. J'ajoute que la logique de la guerre risque de nous éloigner chaque jour des objectifs fixés par les Nations Unies».

En clair : embargo et blocus de l'Irak sans aller jusqu'à la guerre ; la guerre engagée ne pas renverser Saddam Hussein et son régime pour garder les possibilités de restaurer un équilibre classique au Moyen-Orient qui respecte les intérêts de l'impérialisme français. En donnant le feu vert à la participation des troupes françaises à des opérations militaires en Irak même, Mitterrand aurait franchi la limite que selon Chevènement, il n'aurait pas fallu franchir.

NOTRE POSITION

En juillet 1937, l'impérialisme japonais attaquait la Chine. Le 30 juillet Trotsky écrivait les lignes suivantes :

*«En introduisant des réformes sociales sérieuses, le gouvernement chinois pourrait soulever un enthousiasme énorme dans les masses populaires et les mobiliser pour la lutte contre l'intervention japonaise. L'expérience passée ne nous permet pas de nourrir d'illusions sur le programme social du maréchal Tchang Kaï-Chek. Mais s'il existe une **guerre juste**, c'est bien la guerre du peuple chinois contre ses oppresseurs. Toutes les organisations ouvrières, toutes les forces progressistes en Chine, sans abandonner leur programme ni leur indépendance politique, doivent remplir jusqu'au bout leur devoir dans la guerre de libération, indépendamment de leur attitude à l'égard du gouvernement de Tchang Kaï-chek»* (Œuvres - Tome 14, page 216).

Trotsky écrivait aussi :

«Le caractère de la guerre n'est pas déterminé par l'épisode initial pris en lui-même ("violation de la neutralité", "invasion", etc...) mais par les forces motrices de la guerre, son développement et les conséquences qu'il entraîne finalement» (Œuvres - Tome 4, page 58).

Quelle que soit l'appréciation que l'on ait de l'appartenance ou non du Koweit à l'Irak, pas plus dans cette guerre que dans une autre, on ne peut déterminer le caractère de cette guerre en partant de l'épisode initial ou prétendu tel : en l'occurrence, l'occupation et l'annexion du Koweit par l'Irak. Il faut partir des rapports historiques, économiques, sociaux et politiques entre les pays composant la coalition impérialiste, les pays et les peuples de cette région du monde. Du côté de l'impérialisme, la guerre est une guerre pour maintenir et renforcer sa main-mise sur le Moyen-Orient, sa victoire signifierait l'écrasement des peuples de cette région. La victoire de l'Irak exigerait la mobilisation et l'engagement massif dans un combat ouvert des peuples de ces pays, l'action contre la guerre et "la paix" impérialiste des prolétariats des pays capitalistes dominants. L'entrée massive des peuples du Moyen-Orient dans le combat ouvert contre l'impérialisme donnerait, en dépit et finalement contre Hussein et son régime, une formidable impulsion à la lutte de ces peuples pour leur indépendance et liée à elle pour résoudre la "question sociale" des ouvriers, des masses exploitées et opprimées de cette région du monde. La défaite de la coalition impérialiste provoquerait une crise politique sans précédent de tout le système et dans chacun des pays qui le composent. La voie de la révolution prolétarienne serait ouverte. Du côté de l'impérialisme cette guerre est une guerre de rapine, de superforbans. Indépendamment du régime existant en Irak, de Saddam Hussein, du côté de l'Irak et des peuples du Moyen-Orient (Palestiniens, de Syrie, des émirats d'Arabie Saoudite, d'Egypte, etc...) c'est une **guerre juste**.

C'est pourquoi nous maintenons les mots d'ordre qui, avant même que cette guerre devienne une guerre ouverte, ont concrétisé notre orientation :

A BAS L'INTERVENTION IMPERIALISTE AU MOYEN-ORIENT. A bas l'embargo, le blocus de l'Irak
A bas les résolutions du Conseil de Sécurité
A bas la guerre impérialiste
RETRAIT IMMEDIAT ET INCONDITIONNEL DES TROUPES FRANÇAISES. RETRAIT IMMEDIAT ET INCONDITIONNEL DE TOUTES LES TROUPES IMPERIALISTES.

Pour cela : front unique des organisations ouvrières et notamment syndicales (CGT, FO, FEN)

A ces mots d'ordre, il faut ajouter : il appartient aux dirigeants des centrales syndicales (CGT et FO), de la FEN, d'organiser le boycott de la guerre impérialiste.

Désormais il est clair que l'on ne peut mener efficacement en France la lutte contre la guerre impérialiste sans mener le combat pour en finir avec le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson,pour qu'à l'appel uni des dirigeants des centrales syndicales (CGT et FO), de la FEN, la population laborieuse, la jeunesse manifestent massivement à l'Assemblée Nationale en exigeant des députés du PS et du PCF, qui y détiennent la majorité, qu'ils décident de former un gouvernement sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois. Dans cette lutte se rejoignent le combat contre la guerre impérialiste et celui contre la politique anti-ouvrière du gouvernement actuel, pour les revendications et une politique ouvrière.

Le 01/02/1991

UN MOUVEMENT DIVISE, PHAGOCITE ET MENE A L'ECHEC

L'importance et l'ampleur du mouvement lycéen d'octobre-novembre 1990 nécesssite de revenir sur son déroulement et de l'analyser. Ce mouvement a souvent été comparé au mouvement étudiant qui s'est développé en novembre-décembre 1986. Ce ne sont pas des mouvement identiques. Alors que le mouvement étudiant a infligé une défaite qui s'est finalement révélée décisive au gouvernement Chirac, le mouvement lycéen a été divisé, phagocyté et mené à l'échec et l'ensemble de la classe ouvrière l'a ressenti.

QUELQUES RAPPELS SUR LE MOUVEMENT ETUDIANT DE 1986

Appuyé sur la majorité élue en juin 1986, dès sa formation, le gouvernement Chirac redoublait l'offensive déjà engagée contre la classe ouvrière et la jeunesse. Il escomptait que la politique menée successivement par les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau et Mitterrand-Fabius-Crépeau avait suffisamment démoralisée la classe ouvrière pour le lui permettre. Ainsi, dans l'enseignement, il préparait la mise en place des plans Devaquet à l'Université et Monory dans l'enseignement secondaire. Dans le même temps, il accentuait la pression sur les dirigeants de la FEN en vue d'une acceptation pure et simple de leur part de cette politique. Ces derniers, afin de desserrer l'étau dans lequel ils étaient pris, la volonté de résistance des enseignants d'une part, les attaques du gouvernement d'autre part, appelaient à un rassemblement national des enseignants le dimanche 24 novembre 1986. Bien que cet appel ait été formulé sans aucun objectif clair, plus de deux cent mille enseignants et parents d'élèves manifestaient à Paris. C'était un signe qui ne trompait pas sur la capacité de la classe ouvrière de surmonter son recul de juin 1986.

C'est dans cette situation politique que s'est développé le mouvement des étudiants. Ce mouvement s'est inscrit comme une expression de celui de la classe ouvrière, et particulièrement des enseignants, contre le gouvernement Chirac. Dès le départ, il s'est centralisé sur une revendication unique des étudiants : retrait du projet de loi Devaquet. Sur ce mot d'ordre clair, les facultés se mettaient massivement en grève. Les étudiants imposaient aux dirigeants de l'UNEF-ID, qui avaient convoqué des Etats Généraux de l'Université, un appel à la grève générale et la constitution d'une coordination nationale élue par les assemblées générales.

La coordination nationale, intégrant les représentants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE appelait à une manifestation à l'Assemblée Nationale le 27 novembre. Devant la fin de non-recevoir du gouvernement, elle appelait à une manifestation nationale le 4 décembre à l'Assemblée Nationale. Des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens déferlaient devant l'Assemblée Nationale. Le gouvernement Chirac tentait alors de briser le mouvement par une répression brutale. Le 5 décembre, la police chargeait une manifestation spontanée d'étudiants ; un peloton de policiers motocyclistes matraquait à mort l'étudiant Malik Oussekine. Le lendemain, dans tout le pays, des milliers d'étudiants, auxquels se joignaient de nombreux enseignants, manifestaient. Le mot d'ordre : *«Chirac, Pasqua démission, Pasqua assassin»* surgissait.

La coordination nationale, réunie dans la nuit du 6 au 7 décembre, appelait *«l'ensemble des étudiants, lycéens et la population à manifester le 10 décembre»*. Elle s'adressait aux centrales syndicales : *«Nous appelons l'ensemble des organisations syndicales à nous rejoindre dans l'action en organisant une grève générale dans tout le pays le 10 décembre pour dire :*

- retrait du projet Devaquet,
- non à la répression, défendons ensemble la liberté de manifester.

Ensemble, par la solidarité et dans l'unité, faisons céder le gouvernement.».

Les dirigeants de la FEN, de FO et de la CGT étaient submergés d'appels leur demandant de répondre positivement à la coordination étudiante. Le 7 décembre, les dirigeants de la FEN signifiaient au gouvernement qu'ils ne pourraient longtemps s'opposer à un appel à la grève générale des enseignants. Le 8 décembre, affolé par cette perspective, le gouvernement Chirac retirait le projet de loi Devaquet. Il donnait ainsi la possibilité aux dirigeants syndicaux, et en

premier lieu à ceux de la FEN, de désamorcer le mouvement vers la grève générale. Il n'en restait pas moins qu'en retirant le projet de loi Devaquet, le gouvernement Chirac subissait une défaite décisive. Dans la situation politique ainsi ouverte, il n'a pu durer jusqu'aux élections présidentielles de mai 1988 qu'avec le soutien que lui ont apporté les dirigeants des appareils syndicaux, du PCF et du PS.

Le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986 a pu, par lui-même, réaliser son unité. La revendication était clairement exprimée : retrait du projet de loi Devaquet ; l'objectif bien défini : l'Assemblée Nationale et le gouvernement Chirac. Sur ces bases, il a pu se doter d'une coordination nationale dirigeant réellement, tant bien que mal, le mouvement. C'étaient des conditions nécessaires à sa victoire, mais non suffisantes. La clef de la défaite imposée au gouvernement Chirac ce fut la jonction que le mouvement étudiant a opéré avec celui de la classe ouvrière par la médiation des enseignants. C'est adossés à la classe ouvrière que les étudiants ont pu affronter victorieusement le gouvernement Chirac. Autrement, ils auraient été défaits.

LE MOUVEMENT LYCEEN DE 1990

Les manifestations de lycéens se sont développées significativement dans la semaine du 22 au 27 octobre. Plusieurs milliers de lycéens manifestaient le lundi 22 octobre au Ministère de l'Education Nationale ; le mercredi 24 octobre une manifestation rassemblait près de 8000 participants devant l'Assemblée Nationale et les manifestations se développaient dans plusieurs villes de province. Le vendredi 26 octobre, plus de 100 000 lycéens descendaient dans la rue dans tout le pays dont 15 000 à Paris en direction de l'Hôtel Matignon. Il était clair qu'un mouvement de grande ampleur qui aurait vu l'ensemble des lycéens affronter le gouvernement Mitterrand-Rocard-Soisson-Durafour devenait possible. Mais les lycéens n'ont pas pu surmonter la division méthodiquement organisée à l'intérieur du mouvement lui-même par les projections du PCF et du PS que sont respectivement les JC et la FIDL, flanquées par la LCR, le PCI et LO. Ils se sont ainsi trouvés complètement désarmés face au gouvernement et aux dirigeants de la FEN qui le soutiennent.

CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Au début du mouvement, le gouvernement, les appareils syndicaux et politiques et la presse se sont acharnés à masquer les revendications réelles des lycéens. "Libération" du 23 octobre 1990 indiquait :

> *«La sécurité à fleur de pavé... les lycéens enfoncent le clou de leurs revendications : sécurité d'abord, meilleurs conditions de travail ensuite.»*

Certains, tel L. Jospin, n'hésitaient pas à faire le lien entre le mouvement naissant et les violents incidents de Vaulx-en-Velin. Plusieurs affaire secondaires de racket et d'agression physique dans les lycées étaient montées en épingles. Mais peu à peu, nul ne pouvait nier la réalité : c'est en grande partie parce qu'ils étaient exaspérés par leurs conditions matérielles d'études, considérablement aggravée depuis quelques années, que les lycéens sont entrés dans la lutte. De ce point de vue, il est significatif que ce soient les lycées des banlieues populaires les plus défavorisées qui se sont engagés les premiers et qui sont restés à la pointe du mouvement. Ainsi, "Le Monde" du 5 novembre 1990 constatait :

> *«En mettant d'entrée de jeu l'accent sur les problèmes de sécurité, de locaux, d'effectifs surchargés et de conditions matérielles de travail ils* (les lycéens, NDLR) *ont fait l'impasse - au moins dans leurs mots d'ordre - sur la dimension pédagogique. Et conforté, du même coup, les revendications des enseignants, moins que jamais prêts à lâcher du lest sur les horaires, les contenus ou les méthodes de travail.»*

Bien que les dirigeants du mouvement aient tout fait (ils y ont réussi), pour qu'elles ne soient pas clairement exprimées, les revendications des lycéens étaient : des professeurs, des surveillants et des lycées en nombre suffisant, des effectifs allégés, des conditions d'études satisfaisantes. Ces revendications étaient bien quantitatives et matérielles, en complète contradiction avec la politique du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. Ainsi, Jospin déclarait devant des militants du MJS le 3 novembre 1990 :

> *«Il est illusoire de croire que nous puissions donner tout, tout de suite, à l'usage d'une certaine consommation lycéenne.»*

Et il proposait ensuite, en guise de fin de non-recevoir, une négociation en *"termes qualitatifs"* sur les problèmes des lycées comme *"lieux de vie"*, sur la *"concertation et la démocratie"* dans les lycées, sur la *"réforme des programmes"* et d'une manière plus générale sur la mise en œuvre de la loi d'orientation. Tout au long du mouvement, les dirigeants de la FIDL et des JC se sont situés sur le terrain du gouvernement et de son ministre Jospin, bradant les véritables revendications des lycéens.

Ainsi, les dirigeants de la FIDL se sont alignés sur la politique de leur mentor Julien Dray, députés du PS, qui déclarait dans "Le Nouvel Observateur" du 25 au 31 octobre 1990 :

> *«Ce n'est pas Jospin qui est en cause. C'est un système qu'on n'ose pas détruire, avec ses emplois du temps démentiels, ses établissements tentaculaires et ses programmes archaïques... Sans une véritable révolution pédagogique, les lycées resteront les simples consommateurs d'école, au demeurant insatisfaits. La vie associative a déserté les lycées.»*

Les dirigeants des JC, quant à eux, sont restés sur le terrain vague du mot d'ordre *«Du fric pour l'école»* et du slogan : *«Nous ne voulons pas être une génération sacrifiée.»*.

Les avatars du PS et du PCF que sont la FIDL et les JC, en refusant de reprendre à leur compte les revendications réelles des lycéens, ont tout fait pour détourner le mouvement de sa cible : le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson dont la politique, dans l'enseignement comme ailleurs, est menée en fonction des besoins immédiats du capitalisme français. Alors qu'en réalité, sans une orientation remettant directement en cause l'existence du gouvernement, les lycéens ne pouvaient qu'être conduits dans une impasse.

DU SALE BOULOT

Les premières manifestations lycéennes ont été en grande partie dirigées par les militants des JC et dans une moindre mesure par ceux de la FIDL. Ces deux organisations n'ont, à aucun moment, pris l'initiative pour que se constitue une véritable coordination dirigeant le mouvement à l'image de ce qu'avait été, dans une large mesure, la coordination étudiante en 1986. En fait, les JC et la FIDL ont, chacune de leur côté, fait s'auto-proclamer de soi-disantes coordinations dont les membres échappaient totalement au contrôle d'assemblées générales dans les lycées. Au soir des manifestations du 26 octobre, la division entre les deux "coordinations" était définitivement consommée. "Libération" du 29 octobre 1990 commentait :

«Le mouvement lycéen, dont "l'unité" était dès le départ fragile pour cause de tensions entre les Jeunesses communistes et la Fidl (Fédération indépendante et démocratique lycéenne, proche de SOS-Racisme) s'est offert un week-end de manœuvre en tout genre afin de préparer le retour des vacances de la Toussaint, lundi prochain.
Vendredi, à l'issue de la journée de manifestations dans la plupart des grandes villes de France, l'assemblée générale réunie à Jussieu met aux prises les militants de tout bord, lycéens ou pas. On y retrouve la Jeunesse communiste, Lutte ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire et les divers courants du Parti socialiste, des amis du député de l'Essonne, Julien Dray, ancien dirigeant de SOS-Racisme aux animateurs de Socialisme et République, courant de Jean-Pierre Chevènement. L'AG décide d'une réunion hier après-midi et d'une autre, aujourd'hui pour préparer le programme de la semaine prochaine.
Samedi, dans la plus grande discrétion, la Fidl réunit ses troupes de Paris et de province, baptise la rencontre "coordination nationale provisoire" ne déléguant à la précédente que le statut de coordination d'Ile-de-France, élit un bureau et appelle à deux manifestations, l'une le 6 novembre devant les conseils régionaux, l'autre le 12 devant l'Assemblée nationale. Cette coordination devrait mettre au point son programme revendicatif demain.
Reste une inconnue, la date du débat sur le budget de l'Education à l'Assemblée. Initialement prévu pour le 12 novembre, la conférence des présidents de groupe devrait décider ce soir s'il est avancé au 5 novembre, jour de la rentrée des vacances. Une telle décision serait perçue comme une provocation, contribuerait à exciter les ardeurs et la colère lycéennes et... redonnerait si ce n'est une unité, une solidarité au mouvement lycéen.»

Ainsi, à la veille des vacances de la Toussaint, tout est fait pour ne donner aucune perspective claire à la rentrée, le 5 novembre 1990. Pourtant, chacun savait que le budget de l'Education nationale devait être soumis à l'Assemblée nationale. Quelles que soient les manœuvres du gouvernement pour laisser dans le flou la date exacte du débat, il était nécessaire d'appeler les lycéens à désigner leurs délégués en assemblées générales, à définir leurs revendications et à former une coordination nationale unique, enfin à organiser une manifestation nationale à l'Assemblée nationale exigeant que les revendications soient satisfaites. Il était tout aussi nécessaire de s'adresser aux dirigeants de la FEN, du SNES, du SNET-AA en leur demandant d'appeler les enseignants à manifester au côté des lycéens, mais pour leurs propres revendications. Au lieu de cela, le 27 octobre, aucune décision n'était prise par l'une ou l'autre des "coordinations". Elles préféraient se réunir en petit comité pendant les vacances pour magouiller dans le dos des lycéens. A l'image de leurs pairs du PCF et du PS, les JC et la FIDL se chargeaient du sale boulot : la bouzille du combat des lycéens. Tels les dirigeants de la FIDL qui déclaraient :

«Le mouvement doit continuer pour obtenir de vraies réponses et non des promesses sans conséquences. Pour cela, il doit rester indépendant de toute organisation politique pour que chacun puisse y participer.»

Les militants à la tête de ce mouvement, pour la plupart organisés politiquement à la FIDL, aux JC, à la LCR, au PCI et à LO, le détournaient du combat indispensable contre le gouvernement, laissant les mains libres aux dirigeants de la FEN et de ses syndicats pour maintenir les lycéens dans l'isolement.

LE GOUVERNEMENT ET LES APPAREILS MANŒUVRENT

Dans ces conditions, le gouvernement et les dirigeants de la FEN ont eu la possibilité de manœuvrer contre les lycéens.

Le gouvernement avançait le débat sur le budget de l'Education nationale au lundi 5 novembre, jour de la rentrée scolaire. Réunies pendant les vacances, les deux "coordinations" tombaient d'accord, chacune de leur côté, sur l'essentiel : ne pas appeler à une manifestation à l'Assemblée Nationale. En guise d'alibi, elles convoquaient le 5 novembre à des manifestations dans les départements, la manifestation parisienne étant destinée à être dirigée vers l'Assemblée nationale. La perspective d'une véritable manifestation était ainsi bouchée. Dans ce contexte, les dirigeants de la FEN pouvaient se permettre de ne pas s'engager tandis que ceux du SNES déclaraient hésiter *"sur l'importance du soutien à apporter au mouvement lycéen"* ("Le Monde" du 1er novembre).

Mais de plus, les deux "coordinations", chacune de leur côté, faisaient tout pour minimiser l'importance à donner à une manifestation à l'Assemblée nationale en mettant l'accent sur la préparation d'une "marche nationale pour l'éducation" le 12 novembre.

ECHEC DE LA MANIFESTATION DU 5 NOVEMBRE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Dans ces conditions, la grande masse des lycéens se retrouvait désarmée et sans perspective le jour de la rentrée scolaire du 5 novembre.

Ce jour-là, plus de 100 000 lycéens manifestaient dans toute la France dont 15 à 20 000 devant l'Assemblée nationale à Paris. Les effets de la division et du manque de perspective commençaient à se faire sentir et à freiner la capacité de

mobilisation. La désorientation politique totale s'exprimait dans le fait que les lycéens demandaient à être reçu par l'ensemble des groupes parlementaires, dont l'UDF et le RPR pour qu'ils les soutiennent. Aucune démarche n'était engagée en direction des députés du PS et du PCF pour qu'ils décident d'ajourner la discussion du budget et donnent satisfaction aux revendications. C'est ce que les benjamins de Julien Dray à la tête de la FIDL appellent de l'"apolitisme".

Les dirigeants du SNES et du SNLC-FO ont soutenu mollement la manifestation sans réellement organiser la participation, sur leurs propres revendications, des enseignants. Il s'est agi, tout au plus, d'appeler "un soutien aux lycéens". Enfin, curieusement, à la fin de la manifestation parisienne, les forces de l'ordre ont été "dépassées" : de "jeunes inorganisés" cassaient quelques vitrines. En fait, la voie a été laissée libre aux provocateurs dans le but de déconsidérer le mouvement lycéen.

Pour les appareils, le "pire" a été évité : la réalisation d'une manifestation nationale à l'Assemblée nationale, rassemblant des centaines de milliers de lycéens, comme l'avait réalisée les étudiants en 1986.

PREPARATION D'UN ENTERREMENT DE PREMIERE CLASSE...

Au lendemain du 5 novembre, les deux "coordinations" se sont accordées pour préparer une "marche pour l'éducation" le 12 novembre. La "coordination" chapeautée par les JC, flanquées des "amis de M. Chevènement", de la LCR et du PCI, radicale, a proposé qu'elle se termine à l'Elysée. L'autre coordination, avec à sa tête la FIDL, constituée essentiellement des "petits-enfants" de François Mitterrand, a souhaité que la "marche pour l'éducation" se termine par un rassemblement aux Invalides. Finalement, un compromis a été trouvé : la dissolution aurait lieu sur les Champs-Elysées ; des délégations iraient au ministère de l'Education nationale, à l'Assemblée nationale et à l'Elysée. Un vaste programme ! Mais "Le Monde" du samedi 10 novembre notait :

> *«Les deux coordinations, qui n'ont toujours pas de plate-forme commune de revendications même si leurs points de vue convergent sur bien des points, n'ont pas prévu d'actions pour l'après 12 novembre.»*

En fait, des dirigeants du mouvement ont continué à mettre au second plan les véritables revendications des lycéens, partant sur leurs conditions matérielles d'études, pour mettre en avant celle de la FIDL, laquelle revendiquait :

> *«une convention des délégués de classe qui travaillerait en commun avec le Conseil National des programmes et des rythmes scolaires.»*

Ils se situaient ainsi sur le terrain du gouvernement et de son ministre Lionel Jospin qui, cyniquement, déclarait qu'il était prêt au dialogue *"à condition que les lycéens formulent précisément et clairement leurs revendications"* et qui proposait que ce dialogue s'instaure *"soit dans le cadre d'une table ronde, soit dans celui du conseil supérieur de l'Education nationale. Mais pour cela il faut d'abord que le dialogue qui s'est amorcé se concrétise, et que les animateurs du mouvement lycéen ne soient plus seulement cela, mais des interlocuteurs responsables."*

...AVEC LA COLLABORATION DES DIRIGEANTS DE LA FEN ET DU SNES...

Dans ce cadre, les syndicats enseignants pouvaient se permettre d'apporter "leur soutien au mouvement". A ce titre, les dirigeants de la FEN et du SNES décidaient "d'apporter leur soutien" à la manifestation. Mais en aucun cas il ne s'agissait d'appeler dans l'unité les enseignants à manifester sur leurs propres revendications. Ce soutien était bien à l'image de celui de la corde qui soutient le pendu. Son contenu était donné par les dirigeants de la FEN qui reprenaient à leur compte la plate-forme de la FIDL et qui dans une déclaration commune avec l'UNEF-ID et la FIDL proposaient que l'objectif de la "marche nationale pour l'éducation" du 12 novembre soit de faire avancer la négociation pour :

> *«atteindre les objectifs ambitieux de la loi d'orientation... il faut modifier les programmes et les contenus, mettre en place des cycles adaptés à tous les niveaux, moderniser et adapter les baccalauréats, traiter des rythmes de vie et des horaires... Ce qui suppose une professionnalisation des métiers d'enseignants et la modification, dans ce sens, des concours et des contenus des formations.»*

Il s'agit tout simplement du programme que Jospin et le gouvernement cherchent à mettre en place en s'attaquant au corps enseignant. "Le Monde" du 10 novembre pouvait commenter :

> *«Ces propositions, comme le souhait explicite de la plupart des organisations d'enseignants et de parents de rompre le cycle des manifestations, vont dans le sens du large débat souhaité par le ministre de l'Education nationale. M. Jospin a en effet précisé, jeudi 8 novembre, les "pistes de travail sur lesquelles ont peut avancer, sans doute après le 12 novembre". "La matière d'une discussion se précise" sur de nombreux points... Il a notamment évoqués les thèmes de la vie lycéenne (droits et obligations des délégués), des méthodes pédagogiques...».*

Le SNES, quant à lui, s'est limité à un "soutien" en exigeant "un plan d'urgence" et en laissant à ses sections académiques la décision d'un éventuel appel à la grève.

...DU PS ET DU PCF

Dans ces conditions, la mobilisation des lycéens et plus encore, celle des enseignants pour préparer la "marche nationale pour l'éducation" du 12 sont restées limitées. De leur côté, le PS et le PCF ont tout fait pour en minimiser l'ampleur. En province, les élus de ces partis, maires et conseillers généraux, n'ont apporté qu'un très faible soutien

aux sollicitations des lycéens pour obtenir des moyens de transports. Les quelques maires ou députés du PS qui ont voulu y répondre se sont faits vertement rappelés à l'ordre par les dirigeants du PS. Ainsi, "Le Monde" du 12 novembre précise :

«La décision du maire (PS) de Pau, M. André Labarrère, ancien ministre, proche de M. Fabius, de mettre quatre autobus à la disposition des lycéens, a été désapprouvée par la fédération départementale du Parti socialiste.»

...ET POUR FINIR, ON INTRODUIT LES LOUPS DANS LA BERGERIE

Les dirigeants du mouvement lycéen n'oublièrent rien pour l'enterrement de première classe que devait être la "marche nationale pour l'éducation" du 12 novembre. A l'initiative de la FIDL, il faut le rappeler, organisée par le député PS J. Dray et le sénateur PS, J.L. Mélanchon, une rencontre avait lieu entre la Fédération Autonome des Syndicats de Police (FASP) et "les lycéens" qui pour *"les conseiller, veut être présente à leurs côtés pour les soutenir et les aider mais refuse de participer directement au service d'ordre"*. C'était introduire directement les loups dans la bergerie. D'autant plus que par ailleurs, la "coordination" animée par les JC, ne voulant pas être de reste, obtenait l'assistance d'un service d'ordre de la CGT, *"pour éviter les débordements"*.

"MARCHE NATIONALE POUR L'EDUCATION" DU 12 NOVEMBRE : FIN ET ECHEC DES LYCEENS

Le 12 novembre, près de 300 000 lycéens manifestaient dans toute la France dont environ 100 000 à Paris. Le nombre d'enseignants qui se sont joints aux manifestations est resté très limité. L'engagement des lycéens eux-mêmes s'est situé bien en-deça des potentialités, surtout en ce qui concerne la "marche nationale pour l'éducation" à Paris. Mais au-delà du nombre de manifestants, ce qui la caractérisait, c'est l'absence de perspective et d'objectifs. Les dirigeants de la FEN saluaient le cortège à son passage à Austerliz. Les lycéens se trouvaient désorientés et seuls face au gouvernement qui ajoutait à leur désarroi en organisant la provocation. L'entrée en jeu des "casseurs" sera le bienvenu pour discréditer aux yeux de la population le mouvement lycéen. "Libération" commente :

«Les services d'ordre ? Aussi nombreux qu'inefficaces. Brassards blancs, les 50 de chaque lycée. Brassards jaunes, la CGT. Rouge une coordination étudiante. Vert, la FASP. En tête de cortège, avec l'état-major syndical, les policiers en civil doivent servir de "tampon" entre les manifestants et les CRS. Ils seront débordés. Ils ne feront rien.» (13/11/90).

Pendant la "marche nationale pour l'éducation", L. Jospin recevait une délégation et proposait une négociation sur "un plan d'urgence". Puis, pendant que quelques centaines de lycéens désespérés se faisaient charger sur le Pont de l'Alma par les CRS qui interdisaient l'accès aux Champs-Elysées, les dirigeants des "coordinations" se disputaient chèrement les places pour être reçu par F. Mitterrand. Le président de la République les "écoutait attentivement", affirmait "sa compréhension" et les envoyait négocier sagement avec L. Jospin. A la sortie de l'entrevue, Nasser Ramdan, dirigeant de la FIDL s'est félicité du caractère "positif" de l'entrevue en concluant : *«Le président de la République nous a reçu. Il était d'accord avec nos revendications.»*

La dispersion sans lendemain était prononcée. Les "coordinations" appelaient encore à un sitting au Trocadéro le 16 novembre qui rassemblait moins de 10 000 lycéens ; le mouvement connaissait encore quelques soubresauts en province. Mais dès le 15 novembre, les dirigeants des "coordinations" participaient à la table ronde tant souhaitée par le gouvernement. Ils ne pouvaient que prendre note des mesures proposées par le gouvernement.

UN ECHEC POUR LES LYCEENS ET POUR LA CLASSE OUVRIERE

Du point de vue de leurs revendications réelles portant d'une manière générale sur les conditions matérielles d'études, les lycéens n'ont rien obtenu de significatif. Le gouvernement a débloqué l'équivalent de 4,5 milliards de francs, ce qui est dérisoire au regard des besoins réels en matière de locaux et de recrutement d'enseignants. Mais de plus, une partie de ces fonds sera directement consacrée, sous forme de *"crédits pour la concertation"*, à la mise en place des mesures que le gouvernement cherche à imposer aux enseignants. Il est indiqué que *"ces fonds seront gérés directement par les élèves pour rémunérer des animateurs extérieurs et financer les innovations pédagogiques"* ("Le Monde" du 16 novembre 1990). En outre, le gouvernement promet *"un plan pluriannuel de recrutement"*, lequel est déjà inscrit dans la loi d'orientation. Enfin, certaines mesures, destinées soi-disant à améliorer la vie quotidienne, vise de fait, par la mise en place de "conseil de la vie lycéenne" à renforcer la participation et à accroître les moyens de pression sur les enseignants.

Mais au-delà de ce bilan, une nouvelle fois, les appareils du PS et du PCF, par la médiation de leurs avortons dans le mouvement, la FIDL et les JC, flanqués de la LCR, du PCI et autres LO, les dirigeants de la FEN et du SNES ont réussi à éviter que la jeunesse et les enseignants engagent un combat d'envergure contre le gouvernement. La FIDL et les JC ont divisé le mouvement de l'intérieur et l'ont manipulé ; les dirigeants de la FEN et du SNES en refusant d'engager la masse des enseignants sur leurs propres revendications contre le gouvernement ont isolé les lycéens ce qui leur a été fatal. Dans ces conditions, le gouvernement a pu manœuvrer et s'en tirer à bon compte. Pire, il s'efforce maintenant d'utiliser les lycéens en les dressant contre le corps des professeurs, par des mesures démagogiques sur la "démocratie" dans les lycées, par les projets d'allègement et de révision des programmes, etc...

LA GUERRE CONTRE L'IRAK ET LA FEN

Alors que se tient à Clermont-Ferrand le congrès de la FEN,, l'agression impérialiste au Moyen-Orient déverse un déluge de bombes sur l'Irak, avec l'accord et la participation de l'impérialisme français.

Ces circonstances confèrent à ce congrès une importance évidente, et aux militants qui vont y intervenir, une responsabilité particulière.

LES DIRIGEANTS DE LA FEN SOLIDAIRES DE L'AGRESSION IMPERIALISTE...

Nous avons reproduit dans le numéro précédent de CPS les positions prises par les dirigeants UID de la FEN, qui, dès le début de la crise du Golfe, se sont situés à l'avant-garde du soutien à l'impérialisme : condamnation de Saddam Hussein dès le 9 septembre ; approbation des résolutions de l'ONU ; dédouanement des pays ayant soutenu Saddam Hussein contre l'Iran ; participation au groupe anti-crise constitué par le gouvernement pour le "conseiller" sur les conséquences économiques et sociales de celle-ci. Il faut ajouter que la direction de la FEN a été jusqu'à demander que ce groupe, rassemblant avec les experts gouvernementaux les représentants syndicaux et ceux du patronat, se réunisse de façon régulière.

Comment ses positions ont-elles évolué avec les développements de la crise et l'éclatement de la guerre ? Dans les premiers jours, elle réaffirme ses positions antérieures sans ambiguïté. Ainsi Yannick Simbron le 10 janvier dans Fen-Hebdo :

«Il faut répéter une évidence : c'est d'abord Saddam Hussein qui détient les clefs de la paix ou de la guerre, puisqu'il est à l'origine de la situation. L'Irak doit évacuer le Koweit comme l'exige la communauté internationale unanime à l'ONU, comme nous l'exigeons avec toutes les organisations syndicales sans exception.
C'est une exigence qui ne se négocie pas à moins de renoncer à un ordre international fondé sur le droit».

Dans l'Enseignement Public, Guy Le Néouannic, bien que plus nuancé sur le jeu politique de l'impérialisme américain, à l'égard d'Israël et de la question palestinienne, le justifie à l'avance dans l'éventualité du conflit armé, avec un certain cynisme :

«Après l'effondrement de l'URSS et sa quasi disparition comme "Grand" de la scène internationale, les USA peuvent-ils tolérer d'être ainsi tenus en échec et de laisser subsister dans cette région du monde la menace permanente que constitue l'armée irakienne ? Et cette question nous concerne tous».

Et plus loin :

«Est-il sérieux de déclarer que ce conflit, s'il devait éclater, n'est pas le nôtre, qu'il ne nous concerne pas ? Ceux qui le pensent doivent définitivement renoncer au principe même de l'existence de règles de droit international».

C'est ce thème qui ne cessent de marteler toutes les déclarations des dirigeants UID, comme Jean-Claude Barbarant au Bureau National du SNIPegc de décembre, où :

«S'il regrette que l'ONU intervienne aussi énergiquement parce que le pétrole est en cause, il considère cependant que ce n'est pas parce que l'ONU n'a rien fait ailleurs, qu'elle ne doit pas intervenir dans le Golfe».

Et encore :

«Il conteste la demande du retrait des troupes françaises car on ne peut se désintéresser de la défense des Droits de l'Homme, même si nos intérêts ne sont pas en jeu. D'autre part, le retrait de toutes les troupes laisse à l'Irak le champ libre».(compte rendu publié dans l'Ecole Libératrice).

...SOUTIENNENT AVANT TOUT L'IMPERIALISME FRANÇAIS

A la veille du 15 janvier cependant, on note un infléchissement des positions exprimées par ces mêmes dirigeants du SNIPegc et de la FEN. Ceux-ci adressent certes une ultime lettre à l'ambassadeur d'Irak pour demander que soit mis fin à l'occupation du Koweit, mais Yannick Simbron écrit en même temps à l'ambassadeur des Etats-Unis :

«Je dois cependant vous dire combien nous comprenons mal le refus persistant de votre pays à envisager une conférence internationale sur l'ensemble des questions du Moyen-Orient»

manifestant ainsi son appui à la dernière proposition française à l'ONU.

Ce que le même Yannick Simbron résume clairement dans son éditorial du 16 janvier de Fen-Hebdo :

«Nous considérons que les ultimes propositions que la France a faites à l'ONU sont conformes au point de vue que nous avons défendu. Lorsqu'elles ont été formulées nous avons repris espoir.

Nous croyions en effet que si l'Irak avait donné son accord public à ces propositions, les réticences américaines et autres n'auraient pu tenir longtemps. Après l'envahissement du Koweit, premier acte de guerre, ce silence en est un nouveau».

Cet éditorial donne le ton : la direction UID de la FEN confirme son soutien total **au gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson**, et par son entremise, **à l'impérialisme français**, engagé malgré ses réserves dans l'expédition militaire orchestrée par les Etats-Unis.

Au même moment le Conseil national du SNIPegc adopte un texte plus clair encore :

«LE CONSEIL NATIONAL condamne avec force :
• l'obstination de l'Irak dans son refus du respect du droit international qui implique l'engagement d'évacuer le Koweit ;
• les menaces proférées à l'encontre d'Israël.
LE CONSEIL NATIONAL condamne avec la même force :
• l'obstination mise par les USA à refuser une conférence internationale sur le Moyen-Orient pour sortir du conflit ;
• leur choix délibéré du recours aux armes, alors que l'objectif de l'ONU est le retrait du Koweit et non de la destruction de l'Irak ;
• le rejet de la proposition de déclaration française pour le Conseil de Sécurité de l'ONU du 14 janvier 1991 par les USA, l'Angleterre et l'URSS». (Ecole Libératrice du 19/1/1991).

Le même matin, le Secrétaire général du SNIPegc écrivant pour l'Ecole Libératrice reconnaît que :

«Ce qui motive la mobilisation des pays développés pour le Koweit, c'est moins la défense du droit que la maîtrise des approvisionnements pétroliers» mais ajoute aussitôt : *«Reste qu'on ne peut accepter le coup de force de Saddam Hussein».*

En clair : les principes de "droit international" invoqués par l'ONU ne sont qu'un prétexte pour imposer au Moyen-Orient la domination impérialiste, mais "reste..." qu'il faut respecter et soutenir l'engagement du gouvernement français dans le Golfe, contre l'Irak.

"L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PAYS"

Les dernières déclarations des dirigeants socialistes de la FEN avant le déclenchement de l'agression armée ne constituent donc en rien un changement de position. Ils se sont alignés dès le début sur la politique du gouvernement français dans le cadre de la coalition impérialiste, politique définie par Mitterrand lui-même et fondée sur l'exigence de capitulation de l'Irak. Ils ont continué à le soutenir dans sa proposition de Conférence internationale refusée par l'impérialisme US et le Conseil de sécurité. Ils continuent à le soutenir en s'opposant à toute condamnation des résolutions de l'ONU et à tout retrait des troupes françaises dans le Golfe.

Il n'est pas impossible, selon les circonstances, qu'ils aillent plus loin. Au Conseil national de décembre, JC Barbarant a refusé le soutien du SNIPegc à un soldat ayant manifesté en uniforme, en rappelant :

«que nous sommes favorables au droit de manifester pour tous les citoyens, mais manifester en uniforme engage l'armée dans l'action entreprise. De ce fait, cela devient un acte de militaire et non plus de citoyen ; cela peut poser problème» (compte rendu publié dans l'Ecole Libératrice).

Une telle réponse est politiquement plus chargée de sens que toutes les "réserves" sur les intentions bellicistes des USA. "L'ennemi principal est dans notre pays". Le combat contre l'impérialisme international commence par la lutte contre l'impérialisme français, contre son agent d'exécution, le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. La solidarité indéfectible marquée par les dirigeants de la FEN avec ce gouvernement et toute sa politique est un soutien apportée à l'impérialisme français.

On ne peut prétendre lutter contre l'agression impérialiste, pour la défaite de son offensive militaire et politique au Moyen-Orient, si l'on n'exige pas des dirigeants de la FEN d'abord et avant tout : rompez avec le gouvernement ! Exigez le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises.

UN CONCENTRE DE DUPLICITE STALINIENNE

Ce n'est pas dans ce sens que vont les positions prises par les dirigeants staliniens d'Unité et Action, mais dans le même sens que celles de la direction UID, tout comme le "pacifisme" du PCF s'inscrit dans sa façon particulière de soutenir politiquement le gouvernement et l'impérialisme français.

A la veille des vacances de Noël, le Conseil national du SNES dirigé par "Unité et Action" réitère les positions antérieures de ce syndicat, et :

«• s'adresse solennellement au gouvernement de l'Irak pour qu'il s'engage à retirer ses troupes du Koweit (...)
• s'adresse à tous les gouvernements concernés pour qu'ils s'engagent à rechercher une solution négociée au conflit du Golfe, à inscrire leur action dans le cadre des Nations-Unies et dans le respect de la charte et à retirer leurs troupes dès que cette solution sera trouvée ;
• s'adresse à tous ceux qui sont épris de justice et de paix dans notre pays pour agir tout de suite afin d'empêcher l'irréparable. La pression des opinions publiques est décisive pour faire reculer la guerre et imposer la paix. Elle a permis jusqu'ici d'éviter le recours à la guerre et d'ouvrir des discussions dans divers cadres. Mais le risque demeure entier. Le SNES recherchera toutes les convergences pour que soient mises sur pied, sur la base de ces orientations et dans la continuité de l'action déjà menée, des initiatives unitaires de grande ampleur ;
• s'adresse au gouvernement français pour qu'il dégage la France de l'engrenage de la guerre et s'engage

activement en s'appuyant sur l'audience internationale de la France dans la recherche d'une solution négociée au conflit du Golfe et plus généralement à l'ensemble des conflits de la région. A cet effet, il soutient l'idée d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU». (US du 178/12/1990).

Cette résolution est un concentré d'hypocrisie et de duplicité :

- d'une part, elle s'associe aux accusateurs de l'Irak et se place résolument dans le cadre de l'ONU pour une "solution négociée" après la capitulation de celui-ci ;

- d'autre part, elle "appelle à agir" pour "faire reculer la guerre" sans désigner aucun adversaire précis et aucun moyen d'action sinon des "initiatives unitaires" destinées à "battre le vide" ;

- enfin, elle se range elle aussi aux côtés du gouvernement au service du capitalisme français.

Quelle différence avec les positions des dirigeants UID ? Il n'en apparaîtra un semblant qu'après le refus de la proposition du gouvernement français au Conseil de sécurité, où les déclarations des dirigeants UA lui reprocheront d'avoir capitulé devant l'intransigeance des USA, cette même intransigeance que leur reproche Simbron dans sa lettre à l'ambassadeur.

Rien d'étonnant à ce que sur cette question, dans les congrès départementaux préparatoires au congrès national de la FEN, ces deux courants, qui contrôlent la quasi totalité de ses syndicats, marchent la main dans la main pour s'opposer à toute proposition de rupture avec le gouvernement et de retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises, jusqu'à s'accorder sur la même motion, comme par exemple au congrès de l'Essonne, où celle-ci a également reçu le renfort des représentants de "l'Ecole émancipée".

"L'ECOLE EMANCIPEE" EN FLANC-GARDE

Les situations de crise constituent en effet des révélateurs impitoyables du véritable contenu politique que peut cacher dans des circonstances normales, la "phrase révolutionnaire".

Dès le début de la crise, la tendance "Ecole émancipée", où prédomine politiquement la LCR a été écartelée entre ceux de ses membres qui, à juste titre, "demandent et militent pour le retrait immédiat et sans conditions des troupes françaises ainsi que de toutes les troupes d'intervention étrangères" (EE du 5/11/90) et ceux qui, condamnant d'abord le nationalisme arabe, exigent le retrait des troupes... irakiennes du Koweit (EE du 5/10/90).

Les rédacteurs de sa motion d'orientation pour le congrès fédéral se sont donc contentés de se joindre au chœur des "pacifistes" qui "refusent toute logique de guerre", et du même coup tout combat réel contre l'impérialisme. Eux aussi sont prêts à accepter que celui-ci renforce son contrôle sur le Moyen-Orient, son pétrole et ses peuples, pourvu que ce soit par une "solution négociée".

De plus en plus clairement au fil des années, l'orientation de "l'Ecole Emancipée" l'a constituée en flanc-garde de l'appareil stalinien d'UA. Ses positions sur la crise du Golfe le confirment.

SILENCE COMPLICE DU PCI

Il se révèle, sur cette question et sur d'autres, qu'elle n'est plus la seule. A l'occasion du prochain congrès de la FEN s'est déclarée une nouvelle tendance qui s'est intitulée "Autrement pour la FEN". Constituée essentiellement de l'appareil ex-UID du SNETAA (syndicat des professeurs de LEP) et de quelques "associés" que lui ont fournis d'une part les dirigeants staliniens d'Unité et Action, d'autre part ceux du PCI, sa seule préoccupation affichée concerne le fonctionnement interne de la FEN et ses structures, pour un syndicalisme plus démocratique et plus efficace.

Ce souci d'efficacité ne va pas jusqu'à se préoccuper des positions prises au nom des syndiqués de la FEN par ses dirigeants. "Autrement" n'a apparemment aucun avis sur la question, et ses militants s'en désintéressent ostensiblement dans les congrès départementaux. Bien entendu, ils laissent également les mains libres à l'appareil UA, avec lequel ils sont dans les meilleurs termes par ailleurs.

Il en est exactement de même aujourd'hui pour ce qui est de la liste constituée par les militants du PCI, "Pour un syndicalisme indépendant de l'Etat, des partis et du gouvernement". Leur "indépendance" ne va pas, et pas plus dans la FEN qu'à FO (pour ceux qui ont abandonné la FEN et ont construit des syndicats FO enseignants de division) jusqu'à s'opposer au soutien de l'impérialisme par l'appareil dirigeant. Ni leur motion d'orientation, déposée en octobre, ni aucun texte, aucune déclaration de leur part depuis cette date n'a pris une position quelconque sur cette question. Et malgré le titre de leur liste, ils n'ont pas eu un mot de critique sur la participation des dirigeants de la FEN au groupe anti-crise (aux côtés, il est vrai, de ceux de FO et de la CGT) liant directement les directions syndicales à la politique de l'Etat.

Ces silences sont des silences complices. Il n'est pas un militant révolutionnaire, pas un militant trotskyste qui puisse rester silencieux devant la complicité affichée des dirigeants syndicaux ouvriers avec leur impérialisme. Ils doivent exiger dans les circonstances présentes à l'occasion d'un congrès aussi important que celui de la FEN, que **ce congrès déclare son soutien inconditionnel à l'Irak et aux peuples du Moyen-Orient victimes d'une agression dévastatrice.**

UNE POSITION CONFORME AUX INTERETS DU PROLETARIAT

Les militants regroupés dans le courant "Syndicalisme unitaire - Syndicalisme lutte de classe" ont pris une position que l'intervention de la camarade Ariane Lefèvre au congrès départemental des Yvelines (78) de la FEN a clairement concentré :

«Notre congrès départemental comme le congrès national de Clermont-Ferrand se tiennent à un moment particulièrement important : au moment où s'est déchaînée la guerre de l'ensemble des impérialistes coalisés contre l'Irak et l'ensemble des peuples du Moyen-Orient. Le gouvernement Mitterrant-Rocard-Durafour-Soisson avait déjà démontré son âpreté à défendre en Afrique, les intérêts de l'impérialisme français pour réprimer les peuples de l'ancien empire colonial d'Afrique noire et soutenir les gouvernements à la solde de l'impérialisme français. Comme il se devait, ce gouvernement est engagé dans l'agression impérialiste au Moyen-Orient. De quoi s'agit-il ?

On nous explique : c'est le "droit international" qu'il s'agit de défendre, qu'il n'est pas admissible que les troupes de Saddam Hussein aient envahi le Koweit. On ne peut s'empêcher de dire : lorsque Hussein agressait réellement l'Iran, ce sont les armes françaises qu'il utilisait, lorsqu'il assassinait les Kurdes, ce sont les armes françaises qu'il utilisait. Aujourd'hui, parce qu'il a occupé le Koweit qui est effectivement une province faisant partie de l'Irak, car le Koweit a été créé artificiellement par l'impérialisme anglais, voilà soudain que les "prix de vertu internationale" ont organisé la plus formidable expédition militaire depuis le Vietnam pour écraser l'Irak et les Irakiens.

C'est une guerre d'agression contre les peuples du Moyen-Orient. C'est une guerre impérialiste. C'est une guerre pour la maîtrise du pétrole.

Qui dicte le droit, ce fameux "droit international", ce n'est même pas l'ONU, ce ramassis de brigands, ce sont cinq super-forbans qui constituent le Conseil de Sécurité. Faut-il vous les nommer et rappeler leurs "exploits" ?

(Ici, Ariane Lefevre rappelle quelques uns des exploits des impérialismes américains, anglais, français et des bureaucraties du Kremlin et de Pékin).

«L'ennemi des peuples du Moyen-Orient c'est aussi notre ennemi et notamment l'impérialisme français. La position de la direction de la FEN soutenant la coalition impérialiste et plus directement le gouvernement français contre les peuples du Moyen-Orient, ce n'est que le revers d'une politique contre les enseignants, une politique de destruction de l'instruction publique. Il faut que les dirigeants de la FEN rompent avec cette politique. Il faut affirmer hautement : nous sommes du côté des peuples opprimés et agressés, Saddam Hussein n'est qu'un prétexte».

A la suite de quoi Ariane Lefevre a proposé la résolution suivante :

«La FEN 78 dénonce l'agression et la guerre impérialistes dont sont victimes l'Irak et les peuples du Moyen-Orient. Elle exige de la direction nationale de la FEN qu'elle rompe : avec sa politique de soutien à l'impérialisme français qui participe à cette agression ; qu'elle propose aux confédérations (FO, CGT) la lutte en commun pour le retrait immédiat et inconditionnel du corps expéditionnaire engagé dans cette guerre, l'organisation d'une gigantesque manifestation pour imposer ce retrait.

Elle exige également de la direction de la FEN : qu'elle lutte pour le retrait inconditionnel et immédiat de toutes les troupes impérialistes du Moyen-Orient, qu'elle s'engage sur l'orientation suivante :

A bas l'intervention impérialiste au Moyen-Orient. A bas l'embargo, le blocus de l'Irak. A bas les résolutions du Conseil de Sécurité. A bas la guerre impérialiste».

27e CONGRES DU PCF
LE PCF RESTE UN PARTI STALINIEN

LA "DISCUSSION"

La préparation, le déroulement, l'aboutissant du 27e congrès du PCF l'ont confirmé : ce parti reste un parti stalinien, et le restera. Comme il se devait, Georges Marchais a présenté le rapport d'ensemble. Dès ses premières phrases, citant chiffres et statistiques, il s'est employé à faire croire qu'au cours de la préparation de ce congrès la démocratie avait coulé à flot :

«Nous bénéficions de six mois de travail préparatoire et de trois mois d'une discussion collective des communistes qui a été empreinte d'une richesse, d'une fraternité, d'une vitalité démocratique sans pareil» (...) «Nous pouvons dire —et c'est une grande satisfaction pour tous les communistes— que ces trois mois ont permis à notre parti de franchir une étape nouvelle dans la qualité de sa réflexion et de sa vie démocratique»

Et d'énumérer :

«Au total, 13 496 propositions d'améliorations ou de modifications du projet de résolution ont été avancées par les conférences de section ; 4 461 ont été retenues par les conférences fédérales. Ainsi enrichi le texte a été adopté à 91,4 % par 1 528 conférences de section qui ont rassemblé 51 300 délégués élus par les cellules, 3,8 % s'abstenant. Dans les 96 conférences fédérales auxquelles ont participé 16 205 délégués, les votes ont

été les suivants : 93,5 % pour, 2,4 % contre, 4,1 % d'abstentions».

Seraient-ils exacts ces chiffres, déversés en cascade, ne peuvent faire oublier les règles fixées à la "discussion" dès son point de départ. Au cours de la session du CC du PCF des 20, 21 et 22 septembre, consacrée au lancement de cette "discussion", Fiterman demandait que son texte soit considéré *«comme texte préparatoire au 27e congrès»*, en quelque sorte ainsi qu'un texte s'opposant à celui que la direction proposait. Marchais avait rejeté sa demande en arguant que ç'aurait été légitimer la formation de tendances dont le principe même serait contradictoire à la démocratie. Dès lors, sur le fond les question d'orientation étaient tranchées de facto. Tout au plus était-il possible "d'amender", "d'améliorer" le texte adopté par le Comité Central, la ligne de celui-ci étant intangible. C'est ce qui s'est passé. Marchais en témoigne : *«ainsi enrichi le texte a été adopté à 91,4 % par 1 528 conférences de section»*.

Pendant plusieurs semaines "L'Humanité" a publié, dans le cadre de la "Tribune de discussion" ouverte pour la préparation du 27e congrès, des dizaines d'articles. Ce n'est pas pour autant la garantie que la discussion ait été démocratique. Une commission spéciale a été chargée d'organiser et de contrôler cette "Tribune de discussion". Dès le 29 octobre, Fiterman écrivait à Lajoignie, responsable de la commission :

«1) Sur cinquante et une contributions publiées à ce jour dans "L'Humanité" outre mon texte, on n'en compte que cinq ou six de tonalité critique à l'égard du projet de résolution. Et encore, deux d'entre elles ne sont parues que sous forme de brefs extraits, le jour même où trois autres contributions étaient publiées sans coupure. C'est la recette du pâté d'alouette.
2) Ces contributions critiques ont souvent fait l'objet de réponse et de commentaires importants parus quelques jours plus tard, mais la réciproque est totalement absente».

Félix Damette écrivait dans un court texte que "L'Humanité" du 5 novembre publiait :

«Entre le discours public et la pratique de direction, le fossé est large. Comment justifier l'exclusion d'une fédération tout entière (le Doubs) sans même avoir pris la peine de l'entendre ? Comment expliquer le refus de remise des cartes à des sections complètes (Finistère, Aisne, Haute-Vienne) et à des centaines de militants. J'apprécie qu'Henri Malberg écrive : "les divergences, les différences sont naturellement admises" - mais pourquoi refuser de publier la contribution des reconstructeurs communistes dans cette tribune ? C'est très gentil de prêcher l'apaisement dans le trimestre qui précède le congrès, alors que pendant des années on a traité tous ceux qui émettent un avis critique en "ennemis du parti et agents du PS" en faisant tout pour les exclure».

Le bilan s'établit ainsi : publication parcimonieuse d'articles émanant de la mouvance dite des "refondateurs" ; même les "reconstructeurs" n'ont pu s'exprimer quelque peu dans cette "Tribune de discussion". Evidemment parmi les dizaines et dizaines d'articles publiés aucun qui ait critiqué le texte de la direction en partant : de la division de la société en classe (dont fondamentalement la bourgeoisie et le prolétariat) ; de la lutte nécessaire pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières (partis et syndicats), pour un gouvernement du parti socialiste et du PCF s'engageant sur la voie conduisant au socialisme. Bien sûr, compte tenu des traditions du PCF, de la formation (ou plutôt des déformations) de ses militants, des "références" politiques de ce parti depuis 65 ans, il est peu vraisemblable qu'une telle orientation soit exprimée aussi clairement par ses militants. Mais, étant donné les questions auxquelles sont confrontées nombre de ses militants, il est tout aussi peu vraisemblable que n'y existe pas une tendance, empirique, confuse, aspirant de façon imprécise à une politique de classe, à une politique de Front Unique des organisations ouvrières sur une orientation visant à porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF. Si déjà les "refondateurs" n'ont eu droit que parcimonieusement à s'exprimer, et que les "réformateurs" ne l'ont pas eu, il était totalement exclu que "la commission" autorise la publication d'articles qui auraient plus ou moins exprimé cette tendance.

LE BILAN

Prétendument au nom du "centralisme démocratique", chaque niveau de désignation de délégués à l'instance plus élevée - des cellules aux conférences de sections, des conférences de sections aux conférences fédérales, des conférences fédérales au congrès - a été un filtre permettant d'éliminer les "opposants". Indépendamment de l'appréciation que l'on peut avoir sur la politique que préconisent les "refondateurs" ils représentent un courant important dans le PCF. Simple exemple : dès le 18 septembre, 205 élus et militants de la Seine Saint Denis adressaient un appel à la direction du PCF, appel qui se situait sur les thèses des "refondateurs". Une grande partie des élus du PCF sont sur leur orientation et également nombre de membres de l'appareil de la CGT responsables à différents niveaux, dirigeants de comités d'entreprise.

Au congrès, au bout du compte, le vote sur le rapport de Georges Marchais a donné les résultats suivants : pour 1678 voix, 1 contre, 16 abstentions ; le vote sur la résolution finale : pour 1670 voix, 3 contre, 22 abstentions. Selon une tradition bien établie, c'est une commission qui a sélectionné la liste des candidats au CC et à la commission de contrôle : 139 candidats au CC pour 139 sièges et 5 candidats à la commission de contrôle pour 5 sièges. Parmi les 139 candidats au CC figuraient l'ensemble des "opposants" qui avaient été membres du CC précédent. Ils ont bien évidemment été élus. Néanmoins, de façon calculée et significative, la direction du PCF s'est arrangée pour que le nombre de voix se portant sur leurs noms, soit inférieur à la moyenne des voix que les autres candidats obtenaient : sur 1682 votants, Roger Martelli a obtenu 1624 voix, Roland Favaro 1607, Ralite et Lucien Sève 1595, Fiterman 1532, Guy Hermier 1531, Le Pors 1502, Trignon 1482. Guy Hermier et Charles Fiterman restent au bureau politique. Ce dernier a déclaré ne plus vouloir siéger au secrétariat. Dans tous les organismes de direction, le poids des inconditionnels de Marchais a été renforcé. Marchais s'est fait plébisciter : le CC l'a réélu à l'unanimité (moins l'abstention d'Anicet Le Pors) secrétaire général du PCF.

Ce congrès s'est donc conclu par un arrangement entre apparatchiks. Marchais ne peut se permettre, au stade actuel de la crise du PCF, d'éjecter les "refondateurs" qui rassemblent une grande partie des élus et également une partie de l'appareil CGT, et pour les "refondateurs" rompre avec le PCF aboutirait très certainement à la perte de leurs sièges électoraux. Tel est le ciment qui "unit" les uns aux autres. Néanmoins Marchais et son équipe réaffirment et renforcent leur contrôle sur le PCF.

MARCHAIS PERSISTE ET SIGNE

Ce congrès a été préparé, s'est tenu et conclu selon les traditions staliniennes. Mais Marchais et l'appareil du PCF sont condamnés à faire sans cesse et toujours leur mea-culpa et à clamer "nous ne sommes plus des staliniens". Dans son rapport, Marchais n'y a pas manqué :

> *«Rien ne saurait nous faire sous-estimer la gravité de la déviation stalinienne qui a longtemps affecté notre conception du socialisme, de la lutte politique, la vie de notre parti. Des incompréhensions se sont rencontrées à ce propos. "Le stalinisme, a-t-il parfois été dit, ce fut la dictature et des crimes en Union Soviétique". A l'époque nous étions des inconditionnels de ce pays et nous avons approuvé. Mais ce n'est nous qui commettions ces actes. Staline est mort depuis trente sept ans. Pourquoi revenir sans cesse là-dessus ?*
>
> *C'est que le stalinisme ne fut pas seulement une forme de pouvoir en Union Soviétique. Comme j'ai tenté de le définir dans le livre que j'ai écrit au début de cette année, "Démocratie", ce fut un système : tout à la fois une interprétation du marxisme trahissant l'essence de celui-ci en le transformant en quelques préceptes figés auxquels la réalité devait se soumettre ; une conception du socialisme fondé sur l'étatisme, le nivellement social et les formes les plus extrêmes de la contrainte, qui s'est traduite par des crimes monstrueux ; la transformation de l'expérience singulière de l'Union Soviétique en "modèle" pour les autres pays socialistes et pour tous les Partis communistes ; l'instauration de rapports autoritaires entre communistes ainsi qu'entre Partis communistes. Bref un ensemble de "conceptions et de pratiques totalement étrangères à notre idéal et à notre politique" comme je l'avait déclaré en 1975, il y a quinze ans.»*

Marchais persiste et signe. D'après lui le stalinisme est *«une interprétation du marxisme* (bien que) *trahissant l'essence de celui-ci en le transformant en quelques préceptes figés auxquels la réalité devrait se soumettre»*. Pour lui, les pays de l'Europe de l'est, l'URSS, la Chine, le Vietnam, Cuba, sont ou ont été "des pays socialistes". Il a soutenu jusqu'à l'impossible les dirigeants staliniens de la Pologne, de la partie est de l'Allemagne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, de Roumanie. Après coup, il explique :

> *«Engoncés dans leurs certitudes d'un autre âge, les dirigeants de ces pays n'ont vu, en effet, que danger dans (les) défis nouveaux de la modernisation, donc de la démocratisation, alors qu'ils constituaient une grande chance pour le socialisme. Ils ont eu peur de leurs peuples, peur de leur accorder les droits, les libertés, les responsabilités, les possibilités d'intervention correspondant à une société moderne. En quelques mois, les régimes de ces pays ont été abattus. Et désormais, le capitalisme s'y restaure.»*

Trotsky en une de ses formules ramassées dont il avait le secret, a montré ce qu'était le "stalinisme" : *«Staline révise la théorie avec les bottes de la GPU»*. Ni "théorie", ni "marxisme" dévoyé : tout au plus couverture idéologique à géométrie variable des intérêts matériels de bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, d'essence petite-bourgeoise, ennemies acharnées des prolétariats et du socialisme au nom du socialisme. Marchais fait du stalinisme une idéologie en soi sans origine sociale et matérielle. Il ignore les bureaucraties parasitaires, contre-révolutionnaires facteurs de la restauration capitaliste lorsqu'elles n'en sont pas les agents directs, bureaucraties que les prolétariats devront balayer par la révolution pour construire le socialisme.

Marchais n'a pas rompu avec les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. Il lui est impossible de les caractériser pour ce qu'elles sont, en particulier celle du Kremlin. Pendant 60 ans, le PCF s'est aligné au doigt et à l'œil sur la bureaucratie du Kremlin. Il l'a soutenue inconditionnellement alors même que Staline faisait exterminer les dirigeants et les militants de la révolution d'octobre ainsi que des millions d'ouvriers et de paysans. Caractériser ces bureaucraties, comme étant des couches sociales parasitaires et contre-révolutionnaires, d'essence petite-bourgeoise, ce serait avouer que depuis 60 ans le PCF a été un instrument contre-révolutionnaire et le condamner. Or, Marchais s'emploie à faire croire que :

> *«Comme on peut le lire dans le projet de résolution "héritier dès sa création des longues traditions révolutionnaires et progressistes de notre peuple, le Parti communiste a su devenir au fil des combats qu'il a menés, un grand parti populaire et national. Il s'est affranchi de la collaboration de classe et l'idéologie dominante, sans pour autant céder à l'esprit de chapelle et devenir une secte de visionnaires. Un tel parti à la fois révolutionnaire et profondément représentatif de notre peuple, est une grande chance pour la France.»*

Et encore :

> *«L'histoire de ces soixante-dix années (depuis la constitution du PCF) le prouve : c'est lorsque le parti communiste a pu se faire entendre que la justice, la liberté, la paix ont progressé, et, chaque fois, la France et son peuple s'en sont mieux portés. C'est depuis qu'il a été affaibli que tant de coups sont portés à ces acquis, et c'est à son peuple que ces coups font mal.»*

Enfin :

> *«Je l'ai rappelé, notre parti a été créé pour faire en sorte que notre classe ouvrière et notre peuple disposent d'un outil politique solide pour se défendre contre la grande bourgeoisie et changer la société en la dirigeant. Cet objectif est-il atteint ? La lutte politique contre le capitalisme est-elle devenue inutile ? L'idée que notre*

peuple et non la minorité privilégiée doit diriger la société est-elle dépassée ? Nous ne le pensons pas. Ni en France, ni ailleurs - c'est notre conviction - l'étape ouverte par la création des partis communistes n'est achevée.»

DE L' AUTO-GESTION AU NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL

Contenir le développement des forces centrifuges qui menacent de disloquer le PCF, "resserrer les boulons", arrêter l'hémorragie de militants qui vide de sa force militante ce parti, c'est à quoi Marchais et l'appareil se sont efforcés d'utiliser la préparation et la tenue du 27e congrès. Alors que s'effondrent les bureaucraties des pays de l'Europe de l'est, que se disloque et se décompose la bureaucratie du Kremlin, cela exige que Marchais et l'appareil du PCF se démarquent d'eux au nom de la "défense du socialisme", tout en appuyant les "conservateurs" de ces bureaucraties. Au contraire, les "refondateurs" veulent transposer directement en France la politique des fractions restaurationnistes de la bureaucratie du Kremlin des bureaucraties de l'Europe de l'est. Mais ce serait la liquidation plus ou moins accélérée du PCF. En dernière analyse, ni la bourgeoisie française, ni même Gorbatchev n'y ont intérêt. Ils ont besoin que le PCF se survive et continue à paralyser la classe ouvrière et la population laborieuse françaises. Finalement Marchais et l'appareil du PCF répondent beaucoup mieux à leurs besoins politiques du moment que les "refondateurs".

Remplir cette fonction a ses exigences. Le rapport de Marchais et la résolution politique du 27e congrès du PCF, contiennent de violentes diatribes anti-capitalistes. Mais ils se situent sur la pseudo-perspective *"du socialisme à la française (qui) sera auto-gestionnaire"*, vieille mystification d'inspiration sociale-chrétienne. En fait est développée la politique de participation à la gestion du mode de production capitaliste et des "entreprises" : c'est-à-dire une politique de subordination de la classe ouvrière aux exigences du régime capitaliste en crise. Les modifications et ajouts qui ont été apportés au projet initial de résolution renforcent la ligne de la participation, dans le sens que voulaient les "refondateurs". La ligne de la démocratie est également renforcée : tout par la "démocratie", rien que la "démocratie". Cela signifie : respect absolu et défense de l'Etat bourgeois et de ses organes. Tout au plus est revendiqué l'amendement de la constitution et des institutions de la Ve République.

Dans le même style, le PCF se prononce pour *"un nouvel ordre international"*. Au projet initial de résolution il a été ajouté :

> *«Nous voulons une nouvel ordre international et une véritable sécurité collective mettant les aspirations, les besoins, les interventions des peuples au centre. Ces relations internationales nouvelles, fondées sur l'indépendance et la souveraineté de chaque Etat, l'égalité de tous les peuples, la coopération dans l'intérêt mutuel, appellent la mise en cause des rapports de domination et de puissances.»*

Et qui devrait être chargé de réaliser ces merveilleuses relations internationales ? L'ONU, puisque ces relations : *"doivent s'inspirer des missions, des valeurs, des principes qui sont ceux des organisations internationales comme l'ONU et sa charte, l'UNESCO, etc...»*. Le "bonheur" des peuples et leurs relations "fraternelles" sont confiés à cet organisme mis en place à la fin de la deuxième guerre par les brigands impérialistes américains, anglais, français et la bureaucratie parasitaire, contre-révolutionnaire, sanglante du Kremlin qui a écrasé sous sa botte les prolétariats et les "peuples". Ce sont sur les mêmes bases qu'il s'agirait d'édifier *"un nouvel ordre économique"*. Inutile de poursuivre : le catalogue inépuisable des "revendications" ne saurait, à partir de là, faire illusion.

LA GYMNASTIQUE PARLEMENTAIRE DU PCF

Au cours de ces dernières semaines la pratique de Marchais et de l'appareil du PCF ont montré la véritable nature de la politique de ce parti. L'article : "Les appareils paralysent la classe ouvrière" paru dans le dernier numéro de CPS (n° 35) a souligné le comportement du groupe du PCF à l'Assemblée Nationale.

Premier temps : les députés du PCF se sont abstenus. Prétexte : la partie recettes du budget n'était pas complète ; il y manquait les recettes que procurerait, éventuellement, la loi sur la contribution Sociale Généralisée si elle était votée.

Deuxième temps : le 26 octobre, Georges Marchais écrit à Pierre Mauroy : *«la droite ne cache pas son intention de déposer une motion de censure. Je me dois de vous informer que, si tel était le seul moyen de faire échec à la CSG, la direction de notre parti recommanderait au groupe communiste à l'Assemblée Nationale de voter cette censure, comme il en a d'ailleurs déjà envisagé l'éventualité»*. Nombre de députés du PS regimbait au vote de la CSG. La prise de position de la direction du PCF ne pouvait que les faire se resserrer autour du gouvernement. Ce dernier a fait jouer l'article 49 ter. Les groupes RPR, UDF, centriste ont déposé une motion de censure. Elle condamnait la CSG au nom de la politique de fiscalisation quasi totale qu'ils préconisent. Les députés du PCF la votaient. Elle était repoussée. Du même coup, le projet de loi instituant la CSG était adopté.

Troisième temps : le gouvernement a eu, à nouveau, recours à l'article 49 ter pour faire adopter son projet de budget 1991. Les groupes RPR, UDF, ont déposé une nouvelle motion de censure. Les députés du PCF se sont abstenus. Y inclus l'impôt CSG, le budget 1991 était adopté.

Conjointement, l'appareil de la CGT, en complicité de fait avec les appareils FO et de la FEN, paralysait la mobilisation et le combat efficace de la classe ouvrière contre la CSG, pour le rattrapage du pouvoir d'achat et ses revendications. De son côté, la JC participait à dévoyer, à disloquer, à enliser le mouvement des lycéens (voir CPS n° 35 et l'article dans ce numéro de CPS).

"PACIFISME" PRO-IMPERIALISTE

Marchais et l'appareil du PCF ont apporté un soutien non moins indispensable à la politique, par rapport au Moyen-Orient, menée par le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. Jusqu'au 3 septembre, la direction du PCF a approuvé sans réserve la politique du gouvernement français sur cette question. A ce jour "L'Humanité" publie un article de Georges Marchais qui écrit :

«D'abord, le Golfe. Il y a un mois l'Irak a envahi, puis annexé l'Irak. C'est inexcusable. Bien sûr nous n'allons pas pleurer sur le sort de l'émir multi-milliardaire qui a ainsi été chassé de son trône. Mais c'est au peuple du Koweit de décider de son destin, pas aux chars de Saddam Hussein. On ne peut laisser s'appliquer la loi du plus fort sur le plus faible. La communauté internationale unanime, a condamné ce coup de force et elle a eu raison.

Cela c'était il y a un mois. Depuis, les Etats Unis ont déployé dans cette région un dispositif militaire inégalé depuis la guerre du Vietnam. Les forces britanniques et françaises sont également présentes. Une étincelle peut mettre le feu aux poudres, déclenchant une guerre qui - tout le monde le reconnaît - serait un épouvantable carnage.»

Plus loin :

«En fait il est évident que les Etats Unis ont sauté sur l'occasion de mettre la main sur le Proche-Orient. Ils disent eux-mêmes qu'ils sont décidés à y rester longtemps, entravant ainsi les luttes des peuples et contrôlant une part importante de la production mondiale du pétrole. S'ils peuvent reconquérir celle du Koweit, puis celle de l'Irak, ils le feront bien sûr. Cela suppose la guerre ? "Alors vive la guerre !", crient George Bush et ceux qui, en France, se font ses porte-paroles.

Mais l'intérêt des peuples concernés, l'intérêt des occidentaux civils et militaires, dans tout cela ? Ils n'ont à attendre de la guerre que désolation, mutilations, mort. Quelle que soit son issue, cette guerre se ferait contre eux. Faisons tout ce qui peut dépendre de nous pour qu'elle soit évitée, que tous les otages soient libérés, qu'aucune vie humaine ne soit sacrifiée !»

Marchais conclut :

«Le président de la République n'a pas eu raison d'employer l'expression "logique de guerre", ni non plus de faire voter pour la révolution 665[1] du Conseil de Sécurité, dont on voit bien qu'elle a dans les faits encouragé les Etats Unis à accroître leur intervention. Au Proche-Orient se posent de multiples problèmes, qui réclament des solutions. La domination américaine n'en est pas une, et moins encore la guerre. L'heure est à la négociation, à la recherche de solutions nouvelles qui permettent au peuple koweitien de disposer de son avenir et, de manière générale, à tous les peuples de cette région de connaître l'indépendance, la démocratie, la justice dont ils sont privés.»

Le PCF se mettait à la tête des "pacifistes" qui, en exigeant l'évacuation du Koweit, la "négociation", une ou plusieurs conférences internationales, veulent rétablir la "paix" impérialiste au Proche et Moyen-Orient. Par la même occasion, il se démarquait de Gorbatchev dont le représentant à l'ONU a voté toutes les résolutions du Conseil de Sécurité. Il organisait et faisait organiser par des organisations annexes, auxquelles se joignaient des organisations "cathos", des manifestations sur le thème suivant :

«Le gouvernement français doit entendre les voix de toutes opinions qui s'élèvent pour refuser la guerre et pour la recherche d'une solution juste et nécessaire. C'est le chemin le plus efficace pour faire reculer le dictateur Saddam Hussein.

Nous sommes très divers mais représentatifs de l'inquiétude des jeunes et de ce qui leur tient le plus à cœur : la paix. Nous les appelons à manifester avant qu'il ne soit trop tard en écho aux manifestations des jeunes américains pour faire entendre leur voix : non à l'escalade, négociations, solution pacifique, retour des soldats français.» (Texte signé par l'UNEF pro-PCF, le CCJ-CGT, la JC, l'UEC, la JOC-JOCF).

[1] Rappelons que par la résolution 665, le 25 août, le Conseil de Sécurité autorisait l'usage de la force pour faire respecter l'embargo.

APPUI A LA POLITIQUE DE MITTERRAND

Le PCF "ratissait large, à droite et à gauche". Ces manifestations étaient même ouvertes aux organisations se réclamant du "trotskisme" (PCI, LCR, LO). Pourvu qu'elles se rangent derrière le mot d'ordre "non à la guerre" ces organisations dites "trotskystes" pouvaient à l'occasion pimenter leur participation en lançant des mots d'ordre "radicaux" - "retrait des troupes françaises, anglaises, américaines". La nature de ces manifestations ne changeait pas pour autant : pour la "paix" impérialiste. L'AJR (PCI) appelait à participer à celle qui eut lieu le 29 septembre à Paris.

La direction du PCF tirait parti d'un "appel de personnalités" initié par le PCI se situant sur le terrain du pacifisme, lequel s'adressait :

«A tous les hommes de bonne volonté, aux partis qui se réclament de la paix et de la démocratie, de la cause des travailleurs, du droit des peuples et des droits de l'homme : il nous revient ensemble d'agir contre la guerre qui menace dans le Golfe, comme cela a été maintes fois en d'autres circonstances.»

Aux premiers signataires s'ajoutaient d'autres dont : Jacques Gaillot, évêque ; Jean Charbonnel, dominicain ; Bernard Lacombe, syndicaliste prêtre ouvrier ; François Biot, prêtre ; Daniel Cirera, pasteur et secrétaire du "Mouvement de la Paix". L'appel "amendé" devenait l'appel des 75. Il se concluait, désormais ainsi :

«Le samedi 20 octobre, en France, nous devons toutes

et tous signifier clairement à ceux qui nous gouvernent que nous refusons la guerre, la recherche d'une solution négociée et le retrait des troupes françaises, américaines et britanniques.»

"Une solution négociée" ? A quoi ? Evidemment au retrait des troupes irakiennes du Koweit, c'est-à-dire : la "paix" impérialiste. Après quoi : retrait des troupes françaises, américaines et britanniques. C'est sur cet axe que devaient se situer la manifestation du 20 octobre, le meeting du 7 décembre, le "serment" de style et de contenu stalinien qui y fut prononcé.

C'est à la réunion du CC du 11 janvier que Marchais a précisé le contenu de la politique du PCF, concernant le Golfe :

«Je le répète, nous ne nous résignons pas à l'état de fait créé par Saddam Hussein depuis le 2 août. Dès cette date, nous avons condamné l'invasion du Koweit par l'Irak, dont on sait aujourd'hui que les Etats Unis avaient été prévenus par avance.

(...) Qui a décrété que toute pression (hors la guerre) serait par nature inopérante, alors qu'avait été décidé un embargo économique dont les effets commencent ? Qui a décidé que toute possibilité de solution pacifique (sic) négociée était désormais épuisée».

En d'autres termes Marchais a horreur du sang. Il est pour la mort par strangulation.

LE PCF PARLE CLAIR

C'est sur cette orientation que le PCF, en bénéficiant d'une puissante campagne des médias officiels, soutenu par les signataires de l'appel des 75, a appelé à la manifestation du 12 janvier, l'a organisée et encadrée politiquement. Pour bien masquer le désarmement politique que constituait pour les masses l'axe politique, le badge officiel de cette manifestation vendu à des milliers d'exemplaires, portait la stupide et petite bourgeoise formule de Prévert : "Quelle connerie la guerre". En réalité, il s'agissait d'appuyer la politique du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson en ce qui concerne le Proche et le Moyen-Orient. La preuve ? La déclaration du Bureau Politique du PCF, datée du 15 janvier 1991, 12 heures :

«La volonté majoritaire de notre peuple, qui s'exprime avec une grande force, de faire tout le possible pour qu'une solution politique prévale sur le recours à la guerre dans le Golfe, a conduit les dirigeants du pays à prendre une initiative susceptible d'ouvrir une issue pacifique (par strangulation, NDLR). En présentant au Conseil de Sécurité le texte d'un appel qui demande un retrait programmé des troupes irakiennes du Koweit, propose l'envoi d'observateurs internationaux et d'une force de maintien de la paix, une garantie de non-agression de l'Irak, la relance des négociations pour consolider le processus de règlement pacifique et s'engage à contribuer à la convocation d'une conférence internationale pour le règlement des problèmes de la région, notamment du conflit israélo-arabe et du problème palestinien, la France (le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour--Soisson) répond à l'attente de son peuple et de tous les peuples du monde qui exigent le maintien de la paix.

Le parti communiste français se félicite de ces propositions qui correspondent à ce qu'il n'a cessé de réclamer depuis des mois.»

Mais ce n'est pas l'impérialisme français qui fait, à l'ONU comme ailleurs, la "loi internationale". Mitterrand a dû mettre dans sa poche sa résolution. Le plan français de "paix" impérialiste dont l'axe est le retrait de l'Irak du Koweit, ne pouvait que laisser place à la guerre impérialiste.

CONCLUSION

Telle est, dans la pratique, la politique de Marchais et de la direction du PCF. Il faut encore souligner la "modération" dont ils font preuve à l'égard des dirigeants de la bureaucratie du Kremlin, dont Gorbatchev, engagé au même moment dans une opération militaire répressive contre les peuples baltes en lutte pour leur indépendance.

Quant aux "refondateurs" : ceux qui ont participé au 27e congrès du PCF se sont contentés, pour la plupart de s'abstenir sur le rapport de Georges Marchais et la résolution finale. Par rapport à la situation au Moyen-Orient, ils se satisfont finalement de l'orientation que suivent Marchais et la direction du PCF. Fiterman et Anicet Le Pors sont allés jusqu'à signer "l'appel des trente".

De la préparation, du déroulement, de la conclusion du 27e congrès du PCF, il ressort que : l'appareil du PCF et le PCF sont entrés dans une crise disloquante en relation avec les problèmes de la lutte des classes en France et dans le monde, de l'effondrement des bureaucraties satellites, de la dislocation en cours de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Les contradictions ont été contenues. La crise se poursuit et rebondira. Pourtant, le PCF n'est pas mort. Il continue à exercer sa fonction contre-révolutionnaire, même s'il lui est nécessaire de "gauchir", lorsqu'il le peut, son langage afin d'enrayer la baisse de son influence sur la population laborieuse. Plus que jamais la bourgeoisie française a besoin de ce parti qui reste un parti stalinien. Mais jusqu'alors, la crise du PCF n'a pas dégagé de force militante qui puisse devenir une composante du Parti Ouvrier Révolutionnaire indispensable au prolétariat pour vaincre.

Le 17/01/1991

L'URSS EN CRISE

LES PAYS BALTES

Le 7 janvier, le ministre de la Défense de l'URSS, Dimitri Yasof, a donné l'ordre à l'armée de contraindre les jeunes appelés à rejoindre leurs casernes. Selon son ministère, en Arménie, le pourcentage des appelés qui ont rejoint les unités auxquelles ils sont affectés est de 28 % seulement. En Lettonie il est de 25 %, en Lituanie de 12,5 %, en Estonie de 24,5 %. D'après les statistiques de ce ministère, pour toute l'URSS, le pourcentage s'élèverait à 79 %. Plusieurs divisions de parachutistes fortes de 10 000 chacune, ont été dépêchées vers les Républiques de Lituanie, de Lettonie, d'Estonie dont les gouvernements encouragent les conscrits à ne pas répondre à l'appel et les aident.

C'est un témoignage irréfutable de la tendance à la désagrégation de l'armée de la bureaucratie du Kremlin. Mais c'est aussi l'affirmation de la volonté de la couche des officiers de rétablir "l'ordre" dans l'armée. En même temps, il s'agit de resserrer le carcan des nationalités que la bureaucratie du Kremlin a fait de l'URSS. Pour y parvenir, la couche des officiers entend utiliser certains "corps d'élite". Le KGB a les mêmes objectifs.

L'attaque a été concentrée sur les Républiques baltes et singulièrement la Lituanie. Dans ce pays, les 25 février et 11 mars 1990, aux élections au "Soviet Suprême" de la République, les indépendantistes ont obtenu la majorité absolue. Dès la première réunion de ce "Soviet Suprême", en alliance avec la partie dissidente du PC de Lituanie, ils décidaient que cette assemblée s'appellerait désormais "Conseil de la République de Lituanie" et proclamaient que la République de Lituanie était indépendante. Landsbergis devenait président et Mme Kazimiera Prunskienne, principale dirigeante de l'aile du PC lituanien ayant rompu avec Moscou, premier ministre. Le 16 mars, Gorbatchev sommait le président, le gouvernement, le parlement de Lituanie d'avoir à annuler la proclamation de l'indépendance car *"le congrès des députés du peuple"* de l'URSS avait estimé que cette décision était illégale et que *"la constitution soviétique et la souveraineté de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques* (devaient être) *appliquées sur le territoire lituanien"*. Le 19 avril il ordonnait le blocus économique de la Lituanie : arrêt de livraison de pétrole, de gaz, de matières premières, de produits alimentaires, etc... Au mois de juin, le parlement acceptait de suspendre pour trois mois la déclaration d'indépendance, le temps que s'engagent entre Vilnius et Moscou des "négociations", lesquelles capotaient rapidement.

En Estonie et en Lettonie aussi, les élections ont donné la majorité aux partisans de l'indépendance. Prudemment, le parlement estonien adressait à Gorbatchev le 12 avril un appel lui demandant d'engager :

> *«Sans délai des pourparlers entre l'Union Soviétique et une délégation estonienne sur le rétablissement de l'indépendance, de la souveraineté politique de la république estonienne et d'un pouvoir légitime en Estonie».*

A son tour, le 4 mai, le parlement de Lettonie votait une déclaration restaurant l'indépendance de ce pays. Cependant, la déclaration admettait *"une période de transition"* pendant laquelle la nouvelle République de Lettonie maintiendrait les dispositions qui ne contredisent pas les quatre articles de la Constitution de 1922, laquelle Constitution devait s'appliquer immédiatement. Dès le 3 avril, le Kremlin menaçait de boycott économique l'Estonie et le 5 mai la télévision de Moscou déclarait que : *'le président se réserve le droit de prendre des mesures de rétorsions politiques, économiques et administratives"* contre la Lettonie. Ces trois pays ont la particularité d'avoir été considérés par la bureaucratie du Kremlin un peu comme des colonies de peuplement : 15 % de Russes et de Biélorusses ainsi que 9 % de Polonais en Lituanie ; 48 % de Russes, de Biélorusses et d'Ukrainiens en Lettonie ; 40 % de Russes en Estonie.

Les gouvernements de ces trois républiques ont organisé des milices et des "gardes frontières". Ils ont reconnu le droit aux jeunes *"de ne pas s'enrôler dans l'armée de l'URSS"*. Le lundi 7 janvier, les autorités de Lituanie ont fait lire à la télévision un communiqué qui recommandait *"aux jeunes gens de ne pas rester chez eux le soir"* et de *"faire attention aux militaires qui pourraient ne pas porter d'uniforme"*. En cas d'arrestation, il leur était recommandé *"de demander le statut de prisonnier"*. La Lituanie a été la première République de l'URSS à refuser le budget de l'URSS que Gorbatchev veut imposer. En même temps, les gouvernements des pays baltes appliquent une politique restaurationniste qui provoque de puissantes contradictions sociales et politiques.

L'ARMEE ET LE KGB A L'ŒUVRE

Le 1er janvier à Riga, capitale de la Lettonie, les troupes du Kremlin ont pris le contrôle de l'imprimerie du PC, occupée depuis plusieurs mois par la partie de l'ancien PC qui a rompu avec Moscou. Le gouvernement lituanien a dénoncé dans cet acte une "provocation" du Kremlin. Le 2 au soir, à Vilnius, capitale de la Lituanie, les troupes du KGB ont expulsé la police lituanienne du siège du comité central du PC et de l'institut de l'histoire du PC. Depuis plusieurs mois le PC fidèle à la bureaucratie du Kremlin et le Parti démocratique du travail lituanien se disputaient ces deux bâtiments.

Le 8 janvier à l'aube, un défilé de blindés de l'armée de l'URSS parcourait Vilnius. Ce même jour, le premier ministre de Lituanie, dirigeante du Parti Démocratique du Travail Lituanien , démissionnait. Elle a justifié sa démission en arguant de trop grandes différences entre le parlement et le gouvernement. Mais il faut noter que la veille elle avait rencontré Gorbatchev et qu'elle recommandait au parlement lituanien d'être souple vis à vis du Kremlin. Les divergences portaient sur l'opportunité d'une hausse des prix allait de 200 à 800 % (des mesures de hausses considérables des prix ont déjà

été appliquées en Lettonie et en Estonie). Elles devaient entrer en application le lundi 7 janvier. Le mardi 8 janvier, à l'appel du groupe Edintsvo (unité), partisan du maintien de la Lituanie dans l'URSS, 5 000 manifestants se sont regroupés devant le parlement et tentaient d'y pénétrer. Le président Landsgerbis a appelé par radio, la population de Vilnius à venir le défendre. Le parlement a annulé le décret de hausse des prix. Des dizaines de milliers de Lituaniens se sont rassemblés autour du parlement. Le 10 janvier Gorbatchev a exigé la restauration de la Constitution soviétique. Le même jour, le parlement a élu un nouveau premier ministre : Albertas Shimenas.

Le 11 janvier les parachutistes du Kremlin ont investi le département de la défense de Lituanie et l'imprimerie de Vilnius où sont imprimés tous les journaux de Lituanie. Le 12 janvier, ils ont occupé deux bâtiments de la police lituanienne. Le 13 ils ont pris d'assaut l'immeuble de la radio-télévision lituanienne en faisant 14 morts. Dans la plus pure tradition stalinienne, l'agence Tass et la télévision du Kremlin a annoncé qu'un "Comité de salut national" aurait pris le pouvoir en Lituanie. Ce serait à la demande de ce comité que les parachutistes auraient agi.

Gorbatchev a tenté de donner le change en expliquant qu'il n'avait appris qu'après coup que les parachutistes avaient tiré. Mais alors que les gouvernements baltes avaient refusé de signer le "traité d'union" tout en déclarant être disposés à "mener des discussions", le 19 décembre Gorbatchev a menacé de proclamer "l'état d'urgence" dans les républiques indépendantes. Le 10 janvier il a exigé des républiques baltes qu'elles rétablissent la "constitution de l'URSS". Le PC lituanien, fidèle au Kremlin, a annoncé le 14 janvier la création d'un *"comité de salut public" "pour prendre le pouvoir en attendant de nouvelles élections législatives au cas où le Parlement refuserait de se dissoudre et le gouvernement de démissionner"* (dépêche de l'agence Tass). Ce comité aurait également appelé à un gouvernement direct de la Lituanie par Moscou. Le dimanche 20 janvier, les troupes du Kremlin à Riga se sont emparées du ministère de l'intérieur de la République de Lettonie. Elles ont tué cinq personnes.

A LA RECHERCHE D'UN POUVOIR FORT

A l'évidence, la tentative de remettre au pas les pays baltes que Gorbatchev, les officiers, le KGB ont engagée, était combinée avec l'agression militaire contre l'Irak : l'impérialisme et particulièrement l'impérialisme américain, et le Kremlin marchant la main dans la main.

Une nouvelle étape s'est ouverte en URSS. Pendant des mois Gorbatchev a cherché à consolider et à renforcer le pouvoir politique central que théoriquement il détient. Il était déjà président de l'URSS. En mars le "congrès des députés du peuple" l'élisait à ce poste qu'il a créé lui-même. Selon la légalité actuelle de l'URSS, Gorbatchev dispose à ce titre de pouvoirs immenses. Le 28e congrès du PC de l'URSS réuni du 2 au 12 juillet, le réélisait secrétaire général de ce parti. Il était réélu secrétaire général dans les conditions que le n° 34 de CPS a rapportées : le congrès le réélisait directement ; les "conservateurs" subissaient une grande défaite politique que marquait l'écrasement de Ligatchev, par le candidat de Gorbatchev élu au poste de secrétaire général adjoint ; le CC était profondément remanié ; à dire vrai, le BP n'est plus élu, il est composé des premiers secrétaires des PC des quinze républiques qui composent l'URSS, auxquels s'ajoutent une dizaine de membres désignés par le CC du PC de l'URSS et, mis à part Gorbatchev, il ne comprend plus de personnalités de premier plan. En bref, Gorbatchev renforçait encore sa main mise sur la direction d'un parti qui se délite. Pourtant ces pouvoirs accumulés et concentrés ne lui ont pas suffi : à sa demande, le "soviet suprême de l'URSS" lui a voté, le 24 septembre, par 305 voix contre 34 et 4 abstentions, de nouveaux pouvoirs pour réaliser par décrets "l'économie de marché", ces pouvoirs s'étendent jusqu'au 31 mars 1991.

Loin d'exprimer la force, la puissance, l'autorité du pouvoir central, que Gorbatchev incarne, cette accumulation de "pouvoirs" sur le papier, tente de palier à la faiblesse, au manque d'autorité de Gorbatchev et de son équipe. Gorbatchev se situe sur la ligne pro-impérialiste et restaurationniste commune à de multiples couches de la bureaucratie du Kremlin en crise et en voie de dissociation. Mais, Bonaparte de la phase où la bureaucratie stalinienne se disloque et se décompose, Gorbatchev se comporte nécessairement en baladin politique. Il lui faut jouer entre les différents courants de la bureaucratie, pro-impérialistes et restaurationnistes, entre ces courants et les "conservateurs", sur le fond d'une opposition spontanée, du prolétariat et de la population laborieuse, à la "pérestroïka".

LE "TRAITE DE L'UNION"

Malgré tous ses efforts, le pouvoir lui échappait de plus en plus. L'une des questions clé à laquelle il s'est trouvé confronté est celle des nationalités et de la dislocation de l'URSS. Pour tenter de contenir les forces centrifuges et recorseter les multiples nationalités qui composent l'URSS, il a mis en chantier un "traité de l'union". Depuis la fin novembre 1990 ce projet serait prêt. Le projet de nouveau "traité d'union" a été publié dans la "Pravda" le 24 novembre. "L'Humanité" du 26 le résume :

«Ses principales dispositions peuvent être classées en trois parties : la souveraineté des républiques ; leur union libre et volontaire et le partage des compétences ; les nouvelles structures de l'Etat fédéral.
1) L'union part «d'en bas». Elle est celle de «républiques souveraines» qui «chacune d'entre elles, en tant qu'Etat souverain, a toute la plénitude du pouvoir d'Etat sur son territoire». Les républiques choisissent «librement leur structure étatique, la division administrative territoriale, le système des organes de pouvoir et de gestion», autrement dit, elles ont la liberté d'opter pour un régime présidentiel ou parlementaire, de s'intituler «République socialiste soviétique» ou « République» tout court etc. Les lois républicaines priment sur celles de l'Union sauf dans le cadre des compétences spécifiques de cette dernière.
2) «L'Union bénévole des républiques» constitue «un Etat fédératif souverain» qui a pour «principe majeur» «la priorité des droits de l'homme». L'Union des républiques socialistes soviétiques devient l'Union des républiques soviétiques souveraines». Le sigle ne change ni en russe (CCCP, lire SSSR), ni en français.

L'adjectif «socialiste» disparaît. Les républiques délèguent à l'Union des pouvoirs en matière constitutionnelle, de diplomatie, de défense, de transport, de production énergétique et de recherche spaciale. Tout le reste est du ressort des républiques avec lesquelles le «centre» concerte «la stratégie du développement économique du pays» et le passage au marché.

3) Un Soviet suprême formé de deux chambres (Soviet de l'Union et Soviet des nationalités) est l'organe législatif suprême de la fédération (le Congrès des députés du peuple créé en 1989 disparaît). Les députés au Soviet suprême sont élus au scrutin direct dans l'ensemble de la fédération. Ceux du Soviet des nationalités sont désignés par les parlements des républiques et des entités autonomes.

A la tête de l'Etat, un président et un vice-président sont élus ensemble au suffrage universel. Pour accéder à ces fonctions, il faut obtenir la majorité des suffrages dans l'ensemble de l'URSS et dans une majorité de républiques. Le Conseil de la fédération, composé des présidents de parlements des républiques, devient un organe exécutif «appelé à élaborer les principales orientations de la politique intérieure et extérieure (...) à coordonner les actions des républiques». Un «cabinet» soumis à l'autorité du chef de l'Etat, désigné par lui «avec l'accord du Soviet suprême» remplace l'actuel gouvernement».

Ce projet serait soumis à un référendum qui devrait avoir lieu au mois de février. Il est d'ores et déjà rejeté par les républiques baltes : elles ne se considèrent plus comme faisant parti de l'URSS et, ainsi que l'Arménie, la Georgie, la Moldavie, elles ne participent pas au "Congrès des députés du peuple".

REFORME DE LA CONSTITUTION

Du 17 au 27 décembre s'est tenue une session de ce "Congrès des députés du peuple" qui est théoriquement, encore l'organe suprême de l'URSS. Il a ratifié une révision de la constitution. Désormais Gorbatchev dispose du contrôle total de l'exécutif. Le nouveau pouvoir exécutif est composé : du président, d'un vice-président, du Conseil de la fédération, du cabinet des ministres et de deux organes de contrôle : la chambre de contrôle, chargée de la surveillance du budget et des question de propriété au niveau fédéral ; la cour suprême d'arbitrage qui contrôle notamment l'application des lois et décrets présidentiels.

Le gouvernement s'appelle désormais cabinet des ministres. Il est responsable à la fois devant le parlement et le président (lesquels seront élus au suffrage universel). Il comprend un premier ministre - dont la candidature est présentée par le président et approuvée par le parlement - des adjoints au premier ministre et des ministres.

Le Conseil de la Fédération devient un organe exécutif à part entière. Il doit coordonner les politiques du gouvernement central des républiques et faire des recommandations pour le règlement des conflits ethniques. Il est composé du vice-président de l'Union et des présidents de l'exécutif ou des parlements des quinze républiques fédérées et des vingt républiques autonomes. Il prend ses décisions à la majorité des deux tiers.

Autre innovation : la constitution d'un Conseil de sécurité. Il est composé des chefs des armées, du KGB et des ministres de l'intérieur et des affaires étrangères. Il assure le maintien de la sécurité nationale et économique sous le contrôle du président. Il est aussi chargé des catastrophes naturelles.

Le parlement peut provoquer la démission du gouvernement par un vote de défiance des deux tiers des membres du Soviet suprême (d'après une dépêche AFP Reuter).

ALERTE A LA DICTATURE

La session du "Congrès des députés du peuple" a été marquée par la démission de Chevardnadzé du poste de ministre des affaires étrangères. Il a dénoncé *«la dictature qui s'approche»* :

«Une dictature se prépare, je le déclare en toute responsabilité. Personne ne sait quelle sera cette dictature, quel dictateur viendra et quel régime sera instauré».

«Je démissionne. Et que cela soit ma contribution personnelle ou, si vous voulez ma protestation contre la dictature».

a-t-il dit au cours de la séance du 20 décembre.

Gorbatchev a répliqué que la situation exigeait :

«Des mesures urgentes, immédiates afin de remettre de l'ordre, de renforcer la discipline...
Il ne s'agit point d'une dictature mais (d'établir) un pouvoir fort».

Précédemment, Boris Elstine avait développé une violente attaque contre Gorbatchev :

«Le gouvernement improvise et se livre à une perpétuelle valse hésitation. Il cherche à élaborer une forme constitutionnelle de pouvoir autoritaire illimité qui pourrait éventuellement dégénérer en un pouvoir arbitraire constitutionnellement justifié. Il veut garder à tout prix le pouvoir absolu et manifeste une rage folle après les déclarations de souveraineté de certaines républiques, mais il en a déjà perdu six».

A la suite de quoi Gorbatchev a affirmé que dans le Karabath, en Moldavie, en Georgie, les pays baltes où, d'après lui les droits de l'homme (ceux de la partie russe de la population) seraient violés :

«Il va falloir introduire l'état d'urgence ou l'administration présidentielle, sinon la situation deviendra aiguë là où existe une sérieuse menace contre la vie des citoyens».

"Le Monde" du 21 décembre 1990 a rappelé en quoi consiste l'état d'urgence. Il peut être décrété : soit dans une république par le parlement local ou le président fédéral. Cette décision doit être approuvée par le Soviet suprême de l'URSS ; soit dans tous le pays et c'est alors le parlement fédéral qui se prononce. La décision implique : l'engagement des troupes,

non seulement de l'intérieur, mais aussi de l'armée régulière et du KGB ; le blocage du territoire, le couvre-feu, la déportation *"à leurs frais"*, des *"fauteurs de désordre"* ; l'interdiction des grèves, la révocation des chefs d'entreprises et la réquisition des personnels qui peuvent être affectés *"sans leur accord à des postes non prévus par contrat de travail"*.

«Les tribunaux réguliers, mais aussi les responsables de la police et le commandement militaire peuvent interner et condamner sévèrement les agitateurs : jusqu'à trente jours pour "diffusion de rumeurs provocatrices" ; jusqu'à trois ans pour avoir "dirigé une grève interdite". Bien entendu, les partis jugés indésirables sont interdits et la presse est soumise à la censure.

Le sort des institutions locales est réglé par les dispositions de la même loi régissant ce que l'on appelle "la direction présidentielle". Il faut que l'on ait constaté que "les institutions du pouvoir d'Etat et les administrations ne remplissent pas comme il convient leurs fonctions sur le territoire couvert par l'état d'urgence

Le président de l'URSS peut alors "suspendre le mandat" de ces institutions et confier leurs fonctions à un organisme ou à un fonctionnaire désignés par lui. Les pouvoirs des soviets locaux "sont également suspendus"».

Quant à l'administration directe, elle implique la suspension de tous les pouvoirs exécutifs et législatifs locaux.

Le KGB et les cadres de l'armée sont les forces de l'Etat stalinien en décomposition les moins atteintes. La démarche politique zigzaguante de Gorbatchev l'amène pour tenter de maintenir l'Etat prison, que l'URSS est devenue, et aussi pour contenir la désagrégation économique, à s'appuyer sur le KGB et les cadres de l'armée. Ils peuvent d'autant plus localement et centralement le déborder et jouer leur propre jeu.

LE PROJET DES "500 JOURS"

Les péripéties, depuis plus d'un an de la réforme économique sont non moins significatives. Un article, intitulé "URSS : effondrement économique" n'a pu paraître dans le dernier numéro de CPS (n° 35), faute de place. Il faisait le point sur les vicissitudes de la réforme économique de la façon suivante :

Au mois de juin, le premier ministre Rijkov a dû abandonner son premier plan de "réforme économique". Les plus radicaux des "réformateurs" ont reproché à ce plan : de ne libérer dans un premier temps que 15 % des prix, 25 % des autres prix étant "régulés", les autres 60 % demeurant fixés par l'Etat ; de ne pas prévoir de mesures de "démonopolisation" et de privatisation. Il fut alors décidé que Rijkov présenterait un nouveau plan, en septembre, devant le "soviet suprême".

Mais après le 28e congrès, Boris Elstine a formulé son plan de transformation de l'économie de l'URSS en "économie de marché" dans un délai de 500 jours. Ce projet prévoit la désétatisation et la privatisation de l'ensemble des moyens de production. Toutes les entreprises cesseraient d'être sous la tutelle de l'Etat.

«A comptant ou à crédit, collectivement ou individuellement, sous forme de baux à longue durée ou d'actions cotées en bourse, "pas cher", précise-t-on, mais pas "gratuitement" non plus, les Soviétiques pourront en effet acheter tout ce qui était, jusqu'à présent, censé leur appartenir.

Si le rythme prévu n'est pas modifié, un an et demi après l'adoption du projet, 70 % de l'industrie et 90 % du commerce de détail et du bâtiment devraient avoir été de cette manière rétrocédés au futur secteur privé... un marché des logements et parcelles de terre sera créé dans les premiers mois... une soixantaine d'entreprises devraient se retrouver cotées en bourse "d'ici la fin de l'année... les banques devraient être transformées sous trois mois" en banques commerciales par actions.» (Bernard Guetta, Le Monde des 16 et 17/9/90).

En même temps, les 15 Républiques obtiendraient leur autonomie sinon leur indépendance. Elles disposeraient de leurs richesses propres, définiraient et auraient leur propre fiscalité. Elles auraient leur propre banque d'Etat. En fait l'URSS se réduirait à un simple marché commun. D'autant plus que les républiques constitueraient leurs propres armées, leurs propres polices, etc.

Ce qui implique nécessairement : la suppression du monopole d'Etat du commerce extérieur ; la libre pénétration du capital étranger ; la constitution du "joint-ventures", de "zones franches" ; la libre convertibilité du rouble ; la privatisation de la terre.

Rijkov s'est opposé au projet Elstine. Il a considéré que la "réforme" en 500 jours et surtout la liberté des prix feraient l'effet d'une bombe et que l'URSS exploserait.

«La première conséquence de la liberté totale du marché, c'est-à-dire notamment, des prix, sera de plonger dans la misère la plus noire des républiques entières et quelques soixante dix à quatre vingts millions de personnes dans l'ensemble de l'URSS. Or, toute cette misère pourrait être franchement atroce, ce serait jouer avec le feu et risquer le dérapage dans ce cahot dont la crainte hante l'URSS, depuis cinq ans.» (Le Monde - 13/9/90).

A côté de Rijkov s'est rangé l'un des vice-premiers ministres : Abalkine.

Mais alors que le premier ministre se déclarait contre le projet Elstine, Gorbatchev s'y montrait favorable à quelques réserves près, réserves importantes cependant, puisqu'elles portent sur la décentralisation économique et la constitution par chaque république de sa propre banque centrale et de sa propre monnaie, Gorbatchev y étant opposé.

Pour compliquer un peu plus les choses, les organismes qui s'occupent de la "réforme" économiques sont multiples. En juillet 1989, la commission pour la réforme économique, que préside Léonid Abalkine, a été constituée. Au printemps Gorbatchev a formé un conseil présidentiel, y siègent : le président du gosplan Maslioukov et l'économiste Chataline. Officieux, mais jouant un rôle important, est le groupe des

Sosni (Les Pins), maison de repos où en août les principaux ministres économiques ont travaillé sous la direction de Rijkov. La république de Russie dispose d'un conseil supérieur de l'économie que préside M. Botcharov, c'est ce conseil qui a élaboré le "programme des cinq cents jours". Le conseil des ministres de Russie a constitué une commission d'Etat pour la réforme économique. Au début du mois d'août, Gorbatchev et Elstine ont constitué l'"Union des leaders", elle est composée de treize personnes, peut-être s'élargira-t-elle aux représentants des différentes républiques.

LA "SYNTHESE" INTROUVABLE

Le 11 septembre s'est ouvert la session du "Soviet suprême" de l'URSS qui devait être consacrée à la discussion et à l'adoption de la réforme économique. Le premier ministre Rijkov a été incapable de présenter le moindre plan. Il a annoncé que le projet de réforme *«serait soumis prochainement à l'examen des parlements des républiques et du parlement de l'URSS»*. La campagne exigeant sa démission, que menaient déjà les "réformateurs" ultra, s'est accentuée. Le 16 septembre, à leur appel, 50 000 personnes ont défilé à Moscou pour exiger sa démission. Pierre Briançon écrivait dans "Libération" du 17 septembre :

«Ce ne fut pas pour autant, loin de là, une manifestation pour le capitalisme ou l'économie de marché. Vera Vassilievna, professeur de langues, s'est trouvée "par hasard" dans la manifestation. "On n'est ni pour le plan Chataline ni contre le plan Rijkov, on ne les connaît pas plus que les députés", résumait-elle hier. "Mais on en a marre d'être fatigués. Je reçois 500 roubles par mois, c'est un très bon salaire ici et pourtant je ne peux pas vivre... "Le fameux programme dit des "500 jours", celui de Chataline soutenu par Elstine, était moins soutenu pour lui-même que pour ce qu'il incarne : avant tout l'espoir d'une fin possible des files d'attente, des tickets de rationnement et des pénuries récurrentes, du sucre au tabac et du tabac au pain"...

(...) Le scepticisme aussi de la foule moscovite, qui était venue hier moins pour soutenir de nouveaux leaders que pour accabler les anciens indique que si les files d'attente continuent de s'allonger alors que les magasins se vident, si l'effondrement économique continue d'être plus rapide que l'absence de politique du pouvoir, c'est l'ensemble des dirigeants, les radicaux comme les moins radicaux qui pourraient être balayés.»

Gorbatchev n'a cessé et ne cesse de manœuvrer. Il serait plus juste de dire qu'il navigue à vue entre les écueils. Il a constitué "un fonds de la propriété étatique" qui devrait préparer la fin des monopoles de production et de distribution. Il a affirmé être d'accord avec le plan Chataline, la restauration de la propriété privée. Toutefois, il a prétendu que la propriété privée de la terre qui inclut la possibilité de sa vente et de son achat était une question de principe et que seul un référendum pouvait décider de son rétablissement ou non. Il s'est opposé à la démission du gouvernement Rijkov. Dès le 11 septembre, sous la pression de Gorbatchev, le "soviet suprême de l'URSS" rejetait par 323 voix contre 28, la demande d'écarter Rijkov du poste de premier ministre.

Après des jours de débats, de confusion totale dans la recherche d'un compromis entre les positions des ultra "réformateurs" et celles de Rijkov, le "soviet suprême de l'URSS" s'est prononcé le 24 septembre pour la rédaction d'un programme unique qui soit la synthèse entre les différents projets de passage à "l'économie de marché". Quant au "soviet suprême de la République de Russie", il a voté au début septembre le programme Elstine et sa mise en application dès le 1er octobre. Ensuite, il a décidé de reporter cette application au 1er novembre.

Le même jour, le "soviet suprême de l'URSS" a accordé à Gorbatchev les pouvoirs spéciaux qu'il demandait pour réaliser, en dix huit mois, par décrets, l'"économie de marché". Il a reçu mandat de *«promulguer des décrets à caractère législatif conformes à la constitution»* concernant *«la propriété, l'organisation de l'économie, le système budgétaire et financier, les prix, les salaires et le maintien de l'ordre public»*. Il a obtenu le *«droit de créer des structures gouvernementales pour accélérer la formation d'un marché commun à l'union»*. Le "soviet" lui a confié le soin de rédiger une synthèse entre les différents plans de "réforme" économique, cette synthèse devant être présentée le 15 octobre.

PREMIERS DECRETS

Depuis, les premiers décrets réformateurs sont parus. Le premier est en date du 27 septembre sous le titre de *"Mesures pour stabiliser l'économie"*. Il exige que les entreprises respectent les *"liens contractuels entre les entreprises et l'Etat"* et prévoit des amendes pouvant s'élever jusqu'à 50 % des prix des livraisons non effectuées ainsi que des poursuites contre les responsables. Le conseil des ministres se voit attribuer le droit d'introduire *"le régime de travail spécial"* pour faire fonctionner les chemins de fer et autres *"systèmes vitaux"* du pays. Sophie Shihab qui fait, dans "Le Monde" du 29 septembre, l'analyse de ce décret, écrit :

«C'est-à-dire, interprète-t-on à Moscou, d'avoir recours à l'armée ou à la police, à l'image de ce qui fut tenté, sans succès durable, pour faire circuler les trains l'an dernier entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.»

Elle poursuit :

«Le décret donne ensuite "un délai d'un mois" aux entreprises des secteurs pharmaceutiques, des matières premières, des matériaux de construction, des pièces et de l'industrie alimentaire pour "rétablir leurs productions conformément au plan". Le moyen est, là aussi, "coercitif", le gouvernement devant appliquer des "mesures résolues", mais il est "prévu" également de fournir à ces entreprises les matériaux nécessaires et, surtout, des allocations en devises. (...) Enfin, dernière mesure - mais elle n'interviendra qu'au quatrième trimestre de l'an prochain - la population sera consultée sur l'opportunité économique ou écologique de maintenir en fonctionnement telle ou telle entreprise ou activité.»

Devant la désorganisation totale de l'économie, le paradoxe est

que Gorbatchev a été placé devant la nécessité de promulguer des mesures plutôt étatistes et dirigistes. Quant à leur application, c'est une autre chose. Par contre, le décret du 4 octobre autorise les entreprises à négocier directement et librement une partie de leurs prix de gros. Jusqu'alors, ils étaient fixés centralement pour l'ensemble de l'URSS. Toutefois, le conseil des ministres de l'URSS et ceux des Républiques publieront une liste de prix de gros restant réglementés ; les gouvernements fixeront les *"limites au taux de profit au-delà desquelles tous les bénéfices seront réservés à parts égales aux budgets fédéral et républicains"* ; les charges sociales des entreprises seront portées de 15 % à 26 % de la masse salariale afin de financer l'augmentation prévue du nombre de retraités.

Un décret publié le 26 octobre porte sur les investissements étrangers en URSS. Désormais, les capitalistes étrangers pourront posséder 100 % des participations d'entreprises situées en URSS *"les investissements étrangers sur le territoire soviétique bénéficient de la protection juridique, et leur régime correspondant existant pour les biens des entreprises, des organisations et des particuliers en URSS".* F.L. écrit dans "Le Monde" du 29 octobre, les sociétés à capital étranger

«pourront acquérir des biens ou des titres, obtenir des droits de jouissance des terres, des baux à long terme ou d'autres droits de propriété. La nouvelle législation ne va pas jusqu'à accorder le droit d'acquisition des sols. Les bénéfices réalisés par les entreprises étrangères sur le territoire soviétique pourront être réinvestis sur place, ou rapatriés dans le pays d'origine "selon la procédure établie par la législation soviétique".»

Un autre décret pris le même jour crée un nouveau cours du rouble commercial : *"à compter du 1er novembre 1990, le cours commercial du rouble vis à vis des devises étrangères, sera défini par 1,8 roubles pour un dollar des Etats-Unis".* Il s'agit d'une dévaluation massive du rouble commercial : il s'échangera à un rouble pour 2,8 francs alors que théoriquement il s'échangeait à un rouble pour 9,5 francs. En même temps, le rouble se définit par rapport au dollar. *"Symboliquement le pas est donc franchi qui voit l'URSS entrer dans la zone dollar et sa monnaie très officiellement définie par rapport "aux pays capitalistes""* écrit Pierre Briançon dans "Libération" du 29 octobre.

UN PROJET IMPRECIS

Avec quelques jours de retard, le 19 octobre, Gorbatchev a présenté son plan devant le "soviet suprême de l'URSS". "Libération" du 10/10/1990 rapporte :

«Il prévoit une ample "désétatisation" de l'économie (contrôlée à 90 % par Moscou) en quatre étapes échelonnées en principe sur un an et demi à deux ans.

Le plan reste très vague sur les délais et sur la question sensible de la hausse des prix. Il opte pour une "libéralisation par étapes". Première phase : la lutte contre l'inflation, ainsi que la levée du contrôle sur les produits "qui ne sont pas de première nécessité". La libération s'étendra ensuite à de nombreux produits de consommation lors de la deuxième étape — pour laquelle aucune date n'est précisée — mais "de façon progressive".

Selon Gorbatchev, cette libéralisation des prix devra toutefois s'accompagner de "mesures de stabilisation de l'économie". Le déficit cumulé du budget fédéral et des budgets républicains ne devra pas, en 1991, dépasser 2,5 à 3 % du PNB. Les dépenses sur les budgets de la fin de 1990 et de l'année 1991 seront diminuées par la réduction des investissements dans des entreprises peu rentables, ainsi que les dépenses pour la défense et le KGB.

De façon à éponger la masse monétaire en circulation, il est prévu de vendre "à la population" des logements et "différents biens d'Etat, dont des chantiers inachevés". Quant à la réforme agraire, sujet extrêmement sensible, il n'est à aucun moment ouvertement question d'une privatisation. Enfin, le rouble doit être conservé comme unité de compte dans toute l'Union, qui garderait une seule législation douanière.

Le texte est plutôt proche du plan modéré du Premier ministre, Nikolaï Ryjkov, estiment les observateurs. D'où la colère du président de la République de Russie, Boris Elstine, qui a accusé Gorbatchev de "saboter les réformes russes". Il appelle les députés à choisir le plan de l'économiste Ladislav Chataline qui prévoit une cure radicale de "500 jours" pour passer à l'économie de marché.» (D'après AFP - 17/10/90).

Le "soviet suprême de l'URSS" a ratifié le projet Gorbatchev par 333 voix contre 12 et 34 abstentions, 5 députés n'ont pas prix part au vote.

Après avoir approuvé le plan Elstine-Chataline, Gorbatchev s'est rapproché des propositions de Ryjkov. Il reste le plus possible dans le vague et continue à nager en eau trouble. Ce n'est pas dû à une particulière versatilité de caractère, mais aux conditions sociales et politiques qui existent aujourd'hui en URSS. Rijkov, son gouvernement, tout comme Gorbatchev sont totalement acquis à la transformation de l'économie de l'URSS en "économie de marché", c'est-à-dire à la restauration capitaliste et à la pénétration impérialiste, mais ils se heurtent à des résistances qu'il leur est difficile de surmonter.

LES OBSTACLES

L'appareil du parti a été défait au 28e congrès. Il n'en subsiste pas moins. Ses éléments sont les constituants d'un appareil d'Etat de plus en plus disloqué, mais sans lequel Gorbatchev et le gouvernement de l'URSS sont impuissants. C'est ce dont témoigne Yakovlev, membre du conseil présidentiel de Gorbatchev, dans un interview que "Libération" des 27 et 28 octobre publie :

«Le problème est que les changements économiques en Union soviétique sont freinés par l'appareil d'Etat très puissant.» Et encore *«Le système à la base, dans les régions et les républiques n'est pas moins sclérosé*

qu'au centre. Cela concerne tous les dirigeants des entreprises ou organe de l'Etat.»

L'appareil des "syndicats" de l'URSS qui prétend représenter 140 millions de syndiqués, freine également des quatre fers le développement de la "pérestroïka", le corps des officiers s'y oppose au nom de la défense de l'URSS, etc, etc... Mais la résistance à la transformation de l'économie planifiée en "économie de marché" provient surtout de la population laborieuse pour qui elle signifie : des millions et des millions de chômeurs, une formidable baisse du pouvoir d'achat, la liquidation d'avantages sociaux, etc, etc...

Le projet Gorbatchev a immédiatement fait rebondir la crise politique. Intervenant le 16 au "soviet suprême de l'URSS", Boris Elstine a accusé le gouvernement *"d'avoir conduit le pays à l'impasse et de le mener aujourd'hui au chaos"*. Il a envisagé trois variantes pour s'opposer au projet Gorbatchev : que la République de Russie applique au 1er novembre le programme que son "soviet suprême" a voté, ce qui exigerait qu'elle se dote de sa propre monnaie, d'un système douanier, de sa propre armée ; un gouvernement de l'URSS, d'union, sans premier ministre, dont les membres seraient proposés par Gorbatchev d'un côté et de l'autre par les partisans d'une "réforme" radicale ; l'acceptation pendant une période de six mois, le temps qu'il soit discrédité, du projet Gorbatchev, toutefois chaque mesure devrait être ratifiée ou rejetée par le "soviet suprême de Russie".

LE PRIX DE 65 ANS DE GESTION BUREAUCRATIQUE

La situation de l'économie de l'URSS n'est pas seulement la résultante de la désorganisation due au passage de l'économie planifiée à "l'économie de marché", des contradictions sociales et politiques qui résultent de la transition. Elle est l'aboutissant : de la gestion par la bureaucratie du Kremlin de l'économie planifiée sur la base de la propriété étatique des moyens de production ; de ce qu'a signifié concrètement la "théorie" de "la construction du socialisme dans un seul pays" et de son complément, celle de la "compétition pacifique entre systèmes sociaux différents". Ainsi que l'explique Jean-Marie Chauvier : *"La régression des années 1980 prolonge la "stagnation technologique des années 60 et 70""*. La gestion bureaucratique, l'isolement du marché mondial et de la division internationale du travail, la course aux armements, ont épuisé les potentialités de l'économie planifiée, que la période première d'industrialisation d'avant-guerre et celle de la reconstruction avaient révélées et constituées. C'est un peu ce qui se produit lorsqu'une terre rendue arable est cultivée intensément sans recevoir en quantité suffisante les engrais et les enrichissements nécessaires. Epuisée, l'économie de l'URSS a craqué sous la pression contradictoire de l'impérialisme et du prolétariat de l'URSS. Devant l'impossibilité de maintenir l'immobilisme de l'époque Brejnev, une partie de la bureaucratie du Kremlin s'est engagée, sous la direction de Gorbatchev, dans la "pérestroïka" sans pouvoir déboucher jusqu'alors.

La "pérestroïka" c'est aussi la catastrophe pour les populations laborieuses des pays qui composent encore l'URSS. Elle signifie la liquidation de la plus grande partie des entreprises existantes, la privatisation généralisée, la subordination de l'économie de ces pays à l'impérialisme, leurs peuples réduits au sort des peuples semi-coloniaux, au chômage massif, à la misère et, pour beaucoup de femmes et d'hommes, la mort. Bien sûr, il est impossible que le processus se déroule pacifiquement sans violents affrontements sociaux et politiques. Les puissances impérialistes se prononcent d'ailleurs pour que la transformation de l'économie de l'URSS en "économie de marché" se réalise progressivement et à un rythme relativement lent.

Pris à la gorge, Gorbatchev n'en va pas moins de pays en pays quémander quelque aumône - 1500 millions de dollars en Espagne ; 5 milliards de francs en France - qui lui permette de gagner du temps. Mais la situation actuelle ne peut être immobilisée. Elle génère la décomposition économique et sociale. La facture à acquitter pour 65 ans de gestion de la société par la bureaucratie du Kremlin est de toute façon énorme. Outre les problèmes politiques à régler, une grande partie des moyens de production sont obsolètes. Ils devront obligatoirement être éliminés. La révolution politique en balayant la bureaucratie et en redonnant le pouvoir politique au prolétariat atténuerait le coût, pour les masses, de la faillite de la gestion bureaucratique et permettrait de commencer à relever l'économie de l'URSS. Mais pour que l'économie de l'URSS soit reconstruite, à partir de la propriété étatique des moyens de production, en fonction de nouveaux rapports sociaux et politiques, il faut que la révolution politique en URSS soit relayée, en des délais relativement courts, par la révolution sociale dans les pays capitalistes avancés, notamment en Europe, de telle sorte que puissent se constituer les Etats Unis Socialistes d'Europe. Les Etats Unis Socialistes d'Europe sont pour les pays qui composent l'URSS une nécessité brûlante.

CONFUSION POLITIQUE

La déliquescence du PC de l'URSS s'accélère. Au comité central du début octobre, le secrétaire général adjoint du parti a révélé que de janvier à juin 371 000 adhérents l'avaient quitté et pour les seuls mois de juillet et août 311 000. Ce CC a décidé de réduire de 40 % le nombre de permanents de son siège qui tomberait de 1493 à 890. Les affirmations des syndicats officiels de l'URSS selon lesquels ils regrouperaient 140 millions de travailleurs sont mensongères. Des syndicats indépendants se sont formés dans certaines corporations et certaines régions. Le nombre de travailleurs ayant fui les syndicats officiels doit être considérable. A tel point qu'en leur dernier "congrès", ils ont décidé de changer de nom : ils se dénommeront désormais "Confédération Générale des syndicats soviétiques".

Par contre, de nombreuses organisations se sont formées dans les différentes républiques. Les 20 et 21 octobre s'est tenu à Moscou un "congrès" où étaient présents 2000 délégués représentant une cinquantaine de partis et de groupes de l'opposition "réformatrice" de Russie. Le congrès a pris la décision de former le mouvement "Russie démocratique". Ce mouvement est très hétérogène : il n'a pas encore élu de direction, son programme est celui du "libéralisme" et il est donc des plus flou. Pourtant, ce nouveau "parti" se situe sur la ligne du soutien à Elstine. Il se prononce :pour l'élection de Elstine à la présidence de la République de Russie au suffrage universel ; la défense de la présidence et du plan de réforme économique russes contre toute tentative de la présidence et du parlement de l'URSS de les affaiblir ; la "sécession de la

Russie" en cas d'atteinte à sa "souveraineté" par les autorités de l'URSS ; (il exige) la démission du gouvernement de M. Rijkov.
Les délégués ont également souhaité que le 7 novembre, jour anniversaire de la Révolution d'octobre, soit transformé en "Journée de réconciliation nationale et de souvenir de la terreur communiste". Plusieurs villes et régions ont déjà, à travers toute l'URSS, adopté des résolutions de ce type. (D'après Bernard Guetta, "Le Monde" du 23 octobre).

Ce fourmillement traduit la dissolution des anciens rapports politiques et la recherche de nouveaux rapports. Les organisations qui apparaissent ne sont pas homogènes et ne sont pas en mesure d'ouvrir une issue. Cependant, elles se situent généralement sur une ligne restaurationniste et probourgeoise. A notre connaissance, au moment actuel, ne s'est pas encore dégagée d'organisation qui exprime clairement et ouvertement les intérêts du prolétariat comme classe, de la population laborieuse. C'est dans ce contexte politique qu'une partie du corps des officiers se fait entendre. Igor Radionov, directeur de l'Académie militaire et responsable de la répression à Tbilissi en avril 1989, a accusé les "radicaux" de mettre en danger l'existence de l'Etat soviétique et de se livrer à une "propagande anti-armée". Dans la mesure où il ne se désagrégerait pas lui-même, le corps des officiers pourrait être tenté de "rétablir l'ordre".

(Fin de l'article non publié dans CPS n° 35).

UNE COURTE SYNTHESE

Depuis que cet article a été écrit, la "réforme économique" dont était chargé Gorbatchev est restée en panne. En même temps, la dislocation de la planification s'est accélérée, la situation économique s'est aggravée. Le "Bilan économique et social 1990" publié par "Le Monde" fait la synthèse suivante :

> Les Républiques ont en effet poussé leurs entreprises à recentrer leurs activités sur les besoins locaux, instauré des contrôles sur les « exportations » vers les autres Républiques et fixé leurs propres prix en s'opposant au Kremlin. L'Ukraine, où des « communistes » sont pourtant toujours au pouvoir, a même instauré un système de quasi-monnaie nationale, des coupons obligatoires pour tout achat sur son territoire et distribués à hauteur de 70 % des salaires, à la grande satisfaction de la population locale.
>
> Sans aller chercher des motivations nationalistes, entreprises et kolkhozes ont partout commencé à ignorer le plan pour se reconvertir, quand ils le pouvaient, vers des productions rentables et, sinon, ne livrer leur production que sur la base du troc. La recherche des devises de partenaires étrangers est aussi active, ce qui aboutit à des exportations massives et souvent illégales de matières premières et de matériaux, les investisseurs étrangers n'ayant pas d'autres moyens de se faire payer.
>
> Traduit en chiffres officiels – que tous, y compris leurs auteurs, reconnaissent être « indicatifs » et donc largement optimistes – le résultat est une chute des stocks alimentaires sous contrôle de *« plus de 30 % »*, une chute du PNB de 3 % (en 1989, on parlait toujours de progression) et un déficit estimé à 56 milliards de roubles autant qu'en 1989, alors qu'il avait été prévu de le réduire de moitié. Mais ce déficit, atteindrait en 1991 250 milliards de roubles, c'est-à-dire près du quart du PNB...
>
> Cependant, pour le gouvernement, le remboursement des intérêts de la dette extérieure est une priorité. Car cette dette – autre grande nouveauté-a atteint au printemps 1990 les 55 milliards de dollars. Avec la dizaine de milliards récoltés par M. Gorbatchev en Europe dans les six derniers mois de l'année et la vingtaine encore nécessaire, selon les calculs soviétiques, à un plan de redressement, l'URSS sera incapable d'en assurer le service avec les rentrées de devises qu'elle prévoit.
>
> Leur source principale, l'exportation de pétrole, va, selon les prévisions budgétaires, chuter de 50 % en 1991 après avoir baissé de 30 % en 1990. Alors que la production elle-même diminue depuis 1988 avec la dégradation des installations, la consommation intérieure s'envole dans la mesure où les autres – sources d'énergie sont en crise : les réacteurs nucléaires sont arrêtés les uns après les autres-en raison d'un trop grand risque reconnu en haut lieu, de pressions locales ou par exode des techniciens russes qui les faisaient marcher, comme au Tadjikistan – et la production de charbon décline aussi, pas seulement en raison des grèves. Les pénuries atteignent l'essence, et l'URSS n'a donc pas pu profiter à l'exportation de la hausse des cours due à la crise du Golfe.

Le 14 décembre, Gorbatchev a publié un décret en vue de lutter contre la désorganisation de l'économie : *«Toutes les décisions des organes fédéraux, républicains et locaux qui violent les liens économiques dans le domainedes livraisons de production»* seront suspendues à partir du 1er janvier, a-t-il affirmé. Stricte contrôle des exportations, définition exacte par le pouvoir central des importations vitales pour l'URSS en 1991, *«sanctions sévères contre les exportations de matières premières et de matériaux effectuées sans licence, ni respect des quotas, ou violant les contrats»*, signature immédiate des contrats nécessaires : tels sont les objectifs de ce décret. Mais pas plus que nombre de décrets antérieurs il ne s'appliquera. Le retour à la planification telle qu'elle a existé, de Staline à Brejnev, est désormais impossible. A l'inverse, la restauration du mode de production capitaliste se heurte à des obstacles sociaux et politiques, insurmontables à froid : la résistance du prolétariat, de la population laborieuse, et dans une certaine mesure de certaines couches de la bureaucratie. Pourtant, les forces objectives poussent à la désintégration de l'économie planifiée. Il en résulte un commencement de désagrégation économique qui va en s'accentuant.

TOUT DEPEND DE LA CONSTITUTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Dans ces conditions, aujourd'hui la menace de la prise du pouvoir par ce qui est appelé le "complexe militaro-bureaucratique" est brandi. Un coup d'Etat militaire n'est pas à exclure. Ce n'est pas pour autant que serait restaurée la planification bureaucratique telle qu'elle a fonctionné de Staline à Brejnev. Ce serait très certainement le contraire.En dépit de leur opposition proclamée à la "pérestroïka", le corps des officiers, le KGB, ne peuvent restaurer la planification stalinienne. Il ne leur resterait qu'une voie : celle de la restauration capitaliste Il y a déjà plus de soixante ans que Trotsky expliquait que le capitalisme ne pourrait être rétabli en URSS pacifiquement par la voie de la démocratie parlementaire bourgeoise mais qu'il ne pouvait l'être que par la guerre civile qu'un coup d'Etat militaire pourrait précéder ou accompagner.

Dans un article paru dans "Le Monde" du 14 septembre 1990, Bernard Guetta citait un curieux article de la "Literatournia Gazeta" :

«Il serait utile de rappeler » écrit la "Litgaz" «que souvent le passage d'une économie socialisée (ou détruite, ou tout simplement mauvaise) à une économie de marché efficace a été réalisée sous état d'urgence ou parfois de siège. On a des exemples comme la Grèce, la Corée du sud, le Chili (et) même d'aussi brillants exemples de prospérité que la RFA et le Japon ont jeté les bases de leurs succès non pas dans les conditions démocratiques, mais sous occupation. L'armée des Etats Unis y a été garante de la stabilité (...)"

"Certes, poursuit l'hebdomadaire sur un ton qu'il faut qualifié de regret, personne ne nous occupera, même si nous allions payer pour cela. (Mais) qui pourrait chez nous jouer ce rôle de garant ? " L'armée bien sûr, car "lorsqu'on en arrive aux émeutes, l'administration civile, même trois fois plus démocratiquement élue, ne peut dominer la situation ni savoir s'opposer à la haine de classe des foules appauvries". La haine de classe contre quoi ou qui ? La Litgaz est là totalement explicite : contre la propriété et les nouveaux propriétaires.

"Il ne faut pas, disait au printemps dernier M. Gorbatchev à quelques uns de ses collaborateurs, avoir peur de traverser le chaos" ».

La crainte de la puissance des masses freine la mise en œuvre d'un coup d'Etat militaire ou (et) du KGB. Dimanche 20 janvier à Moscou la démonstration a été faite qu'elles sont prêtes à se mobiliser. Une puissante manifestation s'est déroulée dont le mot d'ordre était *«Aujourd'hui la Lituanie, demain la Russie»*. L'agence officielle Tass a annoncé qu'elle a regroupé 300 000 manifestants, 500 000 selon les organisateurs. A la suite de cette manifestation, Gorbatchev, le KGB, les officiers, ont, semble-t-il, assoupli leur attitude à l'égard des Etats baltes : les parachutistes ont évacué le ministère de l'intérieur de Lettonie ; il ne serait plus question d'y instaurer l'administration présidentielle directe.

ADJONCTION.

De nouveaux décrets viennent d'être édictés. Le retrait de la circulation des billets de 50 et 100 roubles qui frappent ceux qui concervaient par devers eux des économies. Les villes seront quadrillées et leurs rues parcourues par des patrouilles mixtes de policiers et militaires en armes. Le KGB pourra perquisitionner dans toutes les entreprises de l'URSS, vérifier leurs stocks, leurs comptabilités, leurs comptes en banque, leurs liquidités, interroger leurs employés. Le rôle du KGB et la couche des officiers s'affirme et s'accroît.

Gorbatchev, les officiers, le KGB n'en poursuivent pas moins leur objectif : insérer les pays baltes dans le nouveau carcan que serait le "traité d'union" et en attendant leur faire respecter la constitution existante.

La puissance de la manifestation de Moscou ne doit, cependant pas faire oublier que ceux qui y ont appelé et étaient à sa tête, ce sont les Elstine, Popov (maire de Moscou), les "libéraux", c'est-à-dire les partisans les plus clairement affirmés de la restauration capitaliste. Les "libéraux qui entouraient Gorbatchev pendant ces derniers mois rompent avec lui ou sont licenciés. Les Elstine, Popov, Chataline et autres, les "libéraux" n'ont pas, pour autant changé de nature, sont aussi les ennemis du prolétariat. Ils veulent transformer la bureaucratie en faisant d'au moins de l'une de ses ailes une des composantes d'une nouvelle classe bourgeoise. Dans la lutte contre le prolétariat ce sont eux qui finalement réunissent les conditions objectives d'un coup d'Etat militaire ou (et) du KGB.

A la vérité, seul le prolétariat et la population laborieuse sont en mesure d'en finir avec cette menace en mettant en œuvre un programme radical de liquidation de la bureaucratie : liquidation du KGB, liquidation de l'armée de l'URSS telle qu'elle est aujourd'hui et principalement de la hiérarchie militaire, liquidation de tous les organes de l'Etat qui tous sont gangrenés (police, justice, etc...), établissement de toutes les libertés (droits d'organisation, de presse, d'utilisation des médias, de manifestation, etc...) jusqu'à la liberté totale, y compris le droit de sécession, des nationalités. Le prolétariat a à constituer d'authentiques soviets, à les fédérer, à constituer ses milices, à reprendre le pouvoir, à rétablir un véritable pouvoir ouvrier, un véritable Etat soviétique. En URSS, comme dans tous les pays où le capital a été exproprié, tout dépend du pouvoir politique, de qui le détient, de ses bases sociales. Seul le prolétariat est en mesure de réorganiser, sainement cette fois, l'économie planifiée. Mais pour ce faire, il lui faut disposer, il faut que se construise un Parti Ouvrier Révolutionnaire. Pour l'instant un tel parti n'existe pas. Là est le drame.

Le 24/1/1991

CRISE EN YOUGOSLAVIE

L'IMPORTANCE DE LA QUESTION NATIONALE

Durant ces derniers mois, la crise en Yougoslavie a connu d'importants développements, combinant crise politique, crise économique et exacerbation de la question nationale ; tandis qu'en Slovénie et en Croatie les partis issus de la bureaucratie yougoslave perdaient le pouvoir à l'occasion des premières élections libres, en Serbie la bureaucratie jouant la carte du

chauvinisme serbe remettait en cause les maigres droits nationaux des provinces autonomes de Voïvodine et de Kosovo et soumettait la population albanaise de cette dernière à une répression féroce ; c'est aujourd'hui un processus de dislocation de la Yougoslavie qui est enclenché.

Le 15 mai 1990, prenant ses fonctions de président de la Fédération yougoslave, Borisav Jovic évoquait *«le danger d'une guerre civile et d'une désintégration du pays»* et réaffirmait sa volonté de faire respecter la Constitution fédérale.

Mais le 5 août, la Slovénie et la Croatie rendaient public un projet de "confédération yougoslave" réduite à une association d'Etats souverains ayant chacun sa propre armée et sa propre politique extérieure : de fait, l'éclatement de l'Etat yougoslave.

Et Franjo Tudjman, président nouvellement élu de la Croatie, d'expliquer :

«Nous ne voyons pas d'autre solution pour le pays qu'une alliance d'Etats souverains réunis comme dans le cadre de la Communauté européenne. Les Croates et les Slovènes, d'un côté, les Serbes de l'autre (...) appartiennent à deux civilisations complètement différentes.

(...) Avant 1918, les Croates et les Serbes n'avaient jamais cohabité au sein du même Etat durant mille trois cents ans d'histoire ! Et, depuis 1918, les différences n'ont fait que s'accentuer».

Comprendre les développements actuels impose donc de revenir à leurs racines historiques ; tout particulièrement dans ce pays pèse le poids d'une histoire qui manifeste des aspects profondément originaux.

UNE QUESTION NATIONALE SECULAIRE

Il est un fait qu'avant 1918 n'existe pas d'Etat yougoslave regroupant comme aujourd'hui en un même ensemble des peuples aussi divers que Slovènes et Serbes, Croates et Macédoniens.

Durant tout le Moyen-Age, cette région d'Europe — que l'Empire romain d'occident et celui de Byzance s'étaient partagés en 395 — fut organisée en Etats indépendants, séparés, sur la base du peuplement à partir du VIIe siècle par des tribus slaves du Sud. C'est ainsi qu'existèrent un Etat croate et un empire macédonien (au Xe siècle), un Etat serbe (du XIIe au XIVe siècle).

L'élément décisif est que tour à tour ces Etats furent intégrés par d'autres puissances. Dès 1278 les Slovènes, au Nord, furent soumis à l'Etat des Habsbourg et germanisés. Ils restèrent dans ce cadre jusqu'en 1918. Au Sud, la domination de l'empire ottoman s'étendit plusieurs siècles durant, marquée en particulier par la défaite serbe de Kosovo en 1389, défaite qui est paradoxalement considérée comme l'acte de naissance du nationalisme serbe.

Du XVIe au XVIIIe siècle, ces peuples furent essentiellement dominés par l'Empire des Habsbourg et l'Empire ottoman qui s'y livrèrent d'incessantes guerres. Durant cette période eurent lieu de nombreux soulèvements, tant contre la domination turque qu'autrichienne, en particulier contre l'aggravation du servage (ainsi la révolte paysanne de 1575 fut écrasée par les troupes de l'évêque Draskovic avec une rare férocité).

L'idée d'une nation des Slaves du Sud existait au XVIIIe siècle, mais ce ne fut qu'au XIXe siècle, dans le cadre de la désagrégation de l'Empire ottoman, que le combat nationaliste s'exprima ouvertement, essentiellement en Serbie où il s'appuya sur une puissante insurrection paysanne. La Serbie obtint l'autonomie en 1815, et les Turcs s'en retirèrent peu à peu. Ce fut jusqu'en 1914 une monarchie féodale mâtinée peu à peu de parlementarisme, qui s'affirme comme l'Etat dominant de cette région, encourageant le combat nationaliste des autres peuples mais n'hésitant pas, ensuite, à les asservir. Ainsi, en 1913, la Serbie participe à la guerre pour expulser les Turcs de Macédoine, ce après quoi la Macédoine est dépecée et, pour l'essentiel, rattachée de force à la Serbie.

La vague révolutionnaire qui balaya l'Europe en 1848 renforce les mouvements nationalistes, notamment en Croatie où le servage est aboli en 1848 mais qui reste soumise à la domination hongroise, la Hongrie étant elle-même autonome dans le cadre de la monarchie bicéphale austro-hongroise.

L'attentat de Sarajevo, le 28/6/1914, perpétré par un membre de l'organisation nationaliste des Jeunes Bosniaques contre le prince héritier d'Autriche, fut une expression de ces aspirations nationales. Il donna le prétexte à un ultimatum autrichien à la Serbie, puis à la guerre, point de départ de la première guerre mondiale.

LE ROYAUME "DES SERBES, CROATES, SLOVENES" - 1918-1941

En 1918, l'Empire d'Autriche-Hongrie est démantelé. Le roi de Serbie proclame alors le royaume "des Serbes, Croates, Slovènes" que va conforter une série de traités (1919-1924) qui en définissent plus ou moins bien les frontières : il est en effet urgent pour l'impérialisme et les différentes bourgeoisies de mettre en place les barrages à la révolution prolétarienne qui s'est ouverte en Russie en 1917, révolution dont l'influence s'étend avec le retour des soldats prisonniers en Russie et acquis à la révolution d'Octobre : en Croatie par exemple, les paysans envahissent les grands domaines tandis que 40 à 50 000 déserteurs (le "régiment vert") prennent le maquis. Dès mutineries dans l'armée accompagnent la grève générale de juillet 1919.

Le régime politique mis en place est celui d'une monarchie doublé d'un parlement où dominent les "centralistes" : en conséquent de quoi les aspirations nationales des Croates, des Slovènes et des autres peuples soumis à la monarchie serbe sont combattues par l'Etat central et ce d'autant plus facilement que dès 1921 les militants révolutionnaires sont condamnés à la clandestinité et leurs organisations démantelées.

Le mouvement ouvrier s'était développé, avant 1914, dans le cadre des anciennes frontières : Parti Social-Démocrate Serbe d'un côté, PSD de Bosnie, PCD de Craotie...
Parce qu'il avait été le seul parti de la IIe Internationale à refuser de voter les crédits de guerre en 1914, le PSD de Serbie fut naturellement l'axe de regroupement des militants révolutionnaires et constitua en 1920, avec les "ailes gauches" des autres PSD (de Bosnie, de Croatie...), le parti communiste de Yougoslavie. Son influence se développa de manière considérable durant les années 1919-1921 mais les graves erreurs commises par sa direction facilitèrent la répression. Ce parti, qui avait repris la perspective avancée par le parti Serbe d'une fédération socialiste balkanique et qui affirmait le droit à la sécession d'avec l'Etat yougoslave, fut condamné à l'impuissance durant plusieurs années.

Pour autant, les manifestations des nationalismes corsetés par l'Etat yougoslave se poursuivirent jusqu'en 1929, date à laquelle le roi, menacé par la crise économique et politique, organisa un coup d'Etat. Toute velléité d'autonomie même au royaume des "Serbes, Croates, Slovènes" fut alors pourchassée.

En 1935, dans le cadre de la politique de front populaire, le Parti communiste yougoslave, devenu stalinien, abandonna la notion de "droit à la sécession", pour se rallier à la politique d'une "fédération" yougoslave, c'est-à-dire à un aménagement de l'Etat yougoslave. Et jusqu'en 1941, l'Etat yougoslave fut une prison pour les peuples slaves du Sud.

1941-1945 : UN PREMIER PAS VERS LE REGLEMENT DE LA QUESTION NATIONALE

En avril 1941, l'Allemagne envahit le royaume yougoslave. L'appareil d'Etat s'effondre et le pays est découpé en différentes zones d'occupation, essentiellement sous contrôle des armées allemandes et italiennes. Les forces occupantes tentent de jouer sur les oppositions entre les différents peuples. Ainsi est créé un Etat croate dirigé par un valet de l'impérialisme allemand, le très catholique Pavelic. Ce dernier organise, avec ses compagnies de tueurs — les oustachis — le massacre de dizaines de milliers de Serbes orthodoxes (voire de plusieurs centaines de milliers selon certains). En Serbie du Sud, des tchetniks serbes massacrent les musulmans.

C'est dans cette situation que se développe un puissant mouvement de résistance aux forces d'occupation qu'encourage l'appel à l'insurrection lancé par le PC yougoslave (appel lancé quelques jours après l'attaque des troupes allemandes contre l'URSS mais... plus de 3 mois après l'invasion de la Yougoslavie par les mêmes armées allemandes).

Ce faisant, et bien que faiblement organisé, le PCY va se trouver à la tête d'un mouvement de résistance qui se renforce de mois en mois (80 000 partisans fin 1941, 300 000 fin 1949). Mais il n'a pas la force d'empêcher que ce mouvement de résistance se transforme en guerre révolutionnaire, s'attaquant aux couches de collaborateurs (grands propriétaires, débris du vieil appareil d'Etat tels que les tchetniks) et organisant sa propre administration dans les zones sous son contrôle ; des milliers de comités de libération nationale se constituent, centralisés en un Comité de libération nationale (AVNOJ).

En dépit des ordres répétés du Kremlin (*«qu'il ne soit pas question, pour l'instant, de l'abolition de la monarchie...»*), le Comité Exécutif de l'AVNOJ constitue, de fait, un gouvernement ; il se proclame comme tel en novembre 1943.

Au sein de l'AVNOJ, toutes les nationalités sont représentées. Il est décidé que l'Etat libéré sera constitué d'une fédération de 6 républiques. Si formellement le cadre ancien de l'Etat yougoslave unique est conservé, il n'en reste pas moins que ce projet d'une fédération, d'une égalité des peuples fédérés est l'expression de la puissance acquise par les mouvements nationaux dans le cadre de l'insurrection révolutionnaire. De fait, c'est en détruisant l'Etat bourgeois et en construisant l'embryon de l'Etat ouvrier que commence à être réglée la question nationale, à être acquis le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Sans revenir ici (ce serra l'objet d'un prochain article) sur les processus qui ont fait que, d'une situation exceptionnelle, ait surgi — en l'absence de parti révolutionnaire — un Etat ouvrier dont la direction fut, dès le début, accaparée par un parti stalinien, le PCY, c'est finalement dans un pays libéré par les seules armées de partisans et sous leur contrôle, que fut élu, en novembre 1945, l'Assemblée Constituante qui proclama "la République populaire fédérative de Yougoslavie".

UNE QUESTION NATIONALE NON REGLEE

La Constitution adoptée en janvier 1947 témoignait d'une première avancée dans le règlement de la question nationale en organisant 6 républiques : Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro et Serbie, cette dernière incluant la région autonome de Kosovo et la province autonome de Voïvodine. Mais deux entraves majeures interdirent alors le règlement définitif de cette question : le caractère formel de l'ensemble des droits reconnus par la Constitution de 1947, le PCY confisquant à son profit la totalité du pouvoir politique ; le maintien des frontières héritées de l'Etat yougoslave créé en 1918.
Ce dernier point signifie que les frontières séparant la Yougoslavie des états limitrophes ne correspondent guère aux limites des nationalités et brisent certains peuples (Albanais, Macédoniens) ou "découpent" d'importantes minorités (Hongrois en Serbie) comme le font la plupart des frontières des Balkans (Hongrois de Roumanie, Grecs en Albanie, Moldaves en URSS...).

Seule la perspective d'une fédération socialiste balkanique, perspective conçue par l'ancien PSD serbe et reprise par la IIIe Internationale, était à même d'organiser le règlement de cette question. Parce qu'elle correspond à une nécessité historique impérieuse, elle réapparaît à deux reprises à la fin de la guerre :

• une première fois (novembre-décembre 1944), le projet est discuté sous la forme d'une fédération entre la Yougoslavie et la Bulgarie ; Staline, consulté par le PCY et le PC bulgare, fait cesser ces discussions ;

• Dimitrov, revenu en Bulgarie, prend l'initiative de relancer le projet début 1948, sous une forme plus large, incluant la

Yougoslavie, la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie et aussi la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Grèce. Cette initiative suscite la fureur de Staline. La "Pravda" désavoue aussitôt ce projet *«d'une fédération ou confédération plus ou moins douteuse ou fabriquée»* et Dimitrov et Tito sont convoqués à Moscou. Dimitrov s'y rend et se soumet ; il mourra l'année suivante.

Quant à Tito, il refusa d'y aller et envoya deux émissaires. Quelques mois plus tard, le 28 juin 1948, la rupture devenait officielle entre le PC yougoslave et le Kremlin : l'affaire du projet de fédération balkanique était l'un des éléments décisifs de cette rupture. Un cordon sanitaire fut aussitôt établi par le Kremlin autour de la Yougoslavie ; de son côté, la direction du PCY cherchant l'appui de l'impérialisme, cessait tout soutien à la résistance grecque en 1949. Le projet d'une fédération socialiste balkanique était enterré pour plusieurs décennies.

• En outre, l'exercice réel des droits nationaux à l'intérieur de la Yougoslavie était incompatible avec l'existence d'une bureaucratie s'arrogeant le contrôle exclusif de tous les rouages de l'Etat, tant au niveau fédéral qu'au niveau des républiques. Cette bureaucratie allait donc combattre, pendant plus de 40 ans, contre l'exercice de ces droits nationaux.

L'AUTOGESTION ET LA QUESTION NATIONALE

La rupture avec le Kremlin va amener la bureaucratie yougoslave, qui tente de conserver le monopole du pouvoir politique, à faire des concessions à l'impérialisme dont elle recherche l'appui tout en évitant d'affronter ouvertement les masses en Yougoslavie (où la bourgeoisie a été décapitée et où la grande majorité des moyens de production ont été expropriés). La politique qui répond à ces exigences contradictoires est baptisée "autogestion". Sous couvert de contrôle de l'entreprise par les travailleurs, elle introduit la concurrence entre les entreprises, et donc entre les travailleurs, tout en ne mettant pas en cause le monopole politique de la bureaucratie. Milovan Djilas, alors l'un des principaux dirigeants du PCY avec Tito et concepteur de cette politique, précisera lui-même plus tard :

> *«l'autogestion est sans aucun doute un acquis pour les producteurs et pour l'économie de marché, mais elle est restée sans influence sur le pouvoir, sur le régime politique, la politique "pure" de Tito».*

L'Autogestion ne fut pas une forme "fixe". Par réformes et modifications successives, elle évolua vers un renforcement de l'économie de marché, du rôle de la concurrence. Ceci eut une conséquence majeure sur le terrain des nationalités : les profondes différences qui existaient avant la guerre, du point de vue économique, entre les différentes régions (le Nord relativement industrialisé, le Sud dépourvu d'industrie) ne furent pas comblées, en dépit d'un certain transfert de l'investissement organisé par l'Etat fédéral.

Dans les années 70, le rôle de l'Etat central, pour les investissements, décrut au bénéfice de Républiques et des banques ; dès lors, combiné avec la crise économique qui toucha la Yougoslavie, le fossé se creusa davantage : l'écart régional, estimé de 1 à 3 en 1947, fut de 1 à 8 en 1988.

Aussi les aspirations nationales, un temps contenu, retrouvèrent force. A la fin des années 60, c'est à l'intérieur même du PCY (devenu LCY) que s'affirment ces aspirations : "nationalistes" en Croatie, "libéraux" en Serbie, "Technocrates" en Slovénie ; les conflits se multiplient entre le gouvernement fédéral et les républiques. Les amendements constitutionnels de juin 1971, complexes, essayent d'organiser les rapports politiques et financiers entre les nombreux pouvoirs ; les tendances fédéralistes, au profit des bureaucraties locales, se renforcent. Seules la politique étrangère, la défense nationale et la politique économique relèvent du gouvernement fédéral. Une présidence collégiale est constituée, composée de représentants des 6 républiques et des 2 provinces autonomes. Mais les tendances nationalistes se développent en Slovénie, en Serbie, en Macédoine (la question macédonienne devenant une question conflictuelle avec la Bulgarie) et plus encore en Croatie.

La répression va mettre un terme provisoire à ces mouvements : en 1971, le "printemps de Zagreb" est brisé par l'appareil policier ; la direction du PC croate est reprise en main, les dirigeants nationalistes arrêtés. Les purges s'étendent à la Serbie et à la Macédoine et, en janvier 1972, les compétences du gouvernement fédéral en politique intérieure sont élargies.

Cependant, en 1974, la nouvelle Constitution renforce les pouvoirs des républiques. En même temps, quelques droits sont concédés aux populations du Kosovo et de Voïvodine, droits que contestent les dirigeants serbes.

Ce délicat équilibre tiendra jusqu'à la mort de Tito en 1980. Celle-ci fragilise un appareil qui est alors profondément discrédité.

1980-1990 : UNE DECENNIE DE CRISE

Cette décennie est marquée par la régression de l'économie ; le marché yougoslave est désintégré, morcelé entre les républiques ; les pouvoirs locaux, renforcés (banques, états, entreprises...) deviennent inextricables. Quant aux inégalités régionales, elles ne font que croître.

En 1988, le salaire moyen est de 66 au Kosovo, 68 en Macédoine et 152 en Slovénie (base nationale : 100). Le "produit social" par habitant (base 100 nationale) est de 28 au Kosovo, de 230 en Slovénie. Le taux de chômage est de 27 % en Macédoine, 57 % au Kosovo, et de 2 % en Slovénie (qui, avec 8 % de la population, réalise 20 % du PNB et 25 % des exportations).

Dès lors que la crise économique frappe l'ensemble de la Yougoslavie, la question nationale s'exacerbe, en particulier durant les années 1986, 87, 88 tandis que se multiplie le nombre de grèves. Fait notable : les bureaucraties de chaque république se font porte-paroles des revendications nationales, avant que des fractions d'entre elles ne rompent complètement avec la LCY.
Ainsi la question nationale joue-t-elle un rôle décisif dans les processus de dislocation de la bureaucratie ; et cette fois, la

répression ne peut enrayer cette dislocation : du 20 au 23 janvier 1990, le Congrès extraordinaire de la LCY est dominé par le conflit entre Slovénie et Serbie. C'est la confusion. Au centre du débat : le maintien de la LCY en tant que parti national ou sa transformation en simple alliance des différents partis nationaux, les dirigeants Serbe étant favorables à une Ligue "unifiée", et les Slovènes pour une simple alliance. Le dernier jour du Congrès, la délégation slovène sort du congrès en claquant la porte. *«La Ligue des communistes a cessé d'exister»* titre alors l'un des principaux journaux yougoslaves.

Les travaux du Congrès sont suspendus. Et le 4 février, la Ligue des communistes de Slovénie rompt avec la LCY. Elle devient une "formation politique indépendante" et change de nom : Ligue des communistes - Parti du renouveau démocratique. A ce stade, et bien que la Yougoslavie existe toujours comme Etat, les processus de dislocation politique et économique sont si avancés qu'il est nécessaire d'aborder comme questions distinctes bien que complémentaires les processus engagés dans chaque république.

LA QUESTION DU KOSOVO

A l'origine considérée comme le berceau national du peuple Serbe, cette région fut l'objet d'importants mouvements migratoires durant les guerres austro-turques : en 1690, des dizaines de milliers de familles serbes fuient le Kosovo et s'installent en Voïvodine. A la même époque, l'empire ottoman, qui avait vaincu et islamisé le peuple albanais, installe au Kosovo des paysans et commerçants albanais. Ces derniers constituent 50 % de la population de cette région au XVIIIe siècle. Reconquise par la Serbie puis intégrée au royaume Yougo-Slave, la population albanaise du Kosovo n'a aucun droit. Sous couvert de réforme agraire, la monarchie serbe entreprend d'y réimplanter des Serbes loyaux. Aujourd'hui la population albanaise représente plus de 90 % de la population du Kosovo.

En 1947, cette région se trouve incluse dans la république de Serbie, avec l'aménagement de quelques droits provinciaux. La Constitution de 1974 lui donne une administration autonome, des droits plus importants sans pour autant lui accorder le statut de République à part entière.

Ce sont essentiellement ces concessions que les bureaucrates serbes ont entrepris de contester ouvertement à partir de 1987. A la tête du processus, un bureaucrate serbe : Slobodan Milosevic, qui essaie de redonner une base à un parti en pleine déliquescence. Ce démagogue issu de l'appareil dresse l'étendard de la "révolution antibureaucratique" contre les mesures décidées du vivant de Tito ; il entreprend d'exciter le chauvinisme serbe en exigeant le remise en cause des concessions faites aux populations de Kosovo et de Voïvodine, organise meetings et manifestations. Début 1989, l'élaboration d'une nouvelle Constitution serbe remettant en cause les droits des deux provinces, conjuguée avec la grande misère au Kosovo, suscite la révolte de la population albanaise. La répression provoque, officiellement, 25 morts.

Fin janvier 1990, l'intervention de la police et des chars de l'armée se traduit, de nouveau, par des dizaines de morts. Le 2 juillet, le parlement du Kosovo adopte la "constitution du Kosovo" ; en réaction, le 5 juillet, les autorités serbes dissolvent le parlement et révoquent le gouvernement local.
Ces événements accentuent la crise au niveau fédéral : tandis que le président en exercice au niveau fédéral condamne le parlement du Kosovo, les gouvernements de Slovénie et de Croatie condamnent l'action du gouvernement serbe, celui de Slovénie retirant son contingent de policiers envoyé au Kosovo.

La population albanaise, massivement organisée dans le PDK (parti démocratique du Kosovo), combine grèves et résistance civile : grève quotidienne d'une heure durant l'été, grève général le 3 septembre. Le parlement du Kosovo refuse de se considérer comme dissout.

Le gouvernement serbe applique alors une politique de terreur à l'égard de la population albanaise ; à la répression policière s'ajoutent les licenciements (12 000 début septembre, entre autres) de tous ceux qui refusent de collaborer ; télévision et journaux albanais sont suspendus ; aux postes de direction des entreprises, des Serbes remplacent systématiquement les Albanais.

Tandis que toute demande d'élections libres est rejetée — alors même que les premières élections libres sont annoncées en Serbie pour le 9 décembre —, le parlement clandestin du Kosovo décide, le 7 septembre, de proclamer la République du Kosovo comme 7e république de Yougoslavie et en promulgue la Constitution. Il vote en outre une loi sur les partis et l'organisation d'élections pour le 28 novembre.

Le gouvernement serbe exige peu après l'arrestation de six membres de l'ancien gouvernement local pour "menées subversives". Dans ces conditions d'une mobilisation profonde contre la bureaucratie serbe, la population albanaise constate que les bureaucrates serbes du parti socialiste serbe (nouvelle appellation de la LCY en Serbie) comme les dirigeants des partis d'opposition officialisés font appel au nationalisme serbe et tentent de dresser le peuple serbe contre les autres peuples. Illustratif est le rassemblement de plusieurs centaines de milliers de Serbes (un million peut-être) organisé en 1989, au cœur du Kosovo, pour commémorer le 600e anniversaire de la bataille du Kosovo.
Or, les péripéties lointaines de l'histoire ne peuvent éliminer ce fait incontournable : l'écrasante majorité de la population du Kosovo, de langue albanaise, exige le droit de constituer sa propre république. Et ce droit — que ce soit dans le cadre de la Yougoslavie ou non — est parfaitement légitime. Quant aux aspirations nationales serbes, elles ne peuvent réellement trouver une issue que dans le cadre d'une fédération des Etats Unis socialistes balkaniques. A l'inverse, les dirigeants serbes, pour maintenir l'Etat yougoslave et leur propre domination, tentent de dresser ces aspirations contre la population albanaise mais aussi contre les autres peuples de Yougoslavie.

Ainsi, le 23 octobre, le parlement serbe décide, entre autre, de taxer les produits provenant de Slovénie et de Croatie, afin de "punir" ces deux républiques et de "protéger l'économie serbe des effets récessionnistes" qu'implique la politique fédérale.

LA SECESSION SLOVENE

La Slovénie est la région économiquement la plus développée, la plus proche, par son histoire, de l'Autriche et de l'Europe centrale. C'est dans cette république que le processus allant vers le sécession est le plus avancé.

En 1989, le droit à l'autodétermination et à la sécession est inscrit dans la constitution slovène. Le 8 avril 1990 ont lieu les premières élections libres à la Chambre socio-politique, la plus importante des 3 assemblées du parlement slovène.

Après leur rupture avec la LCY, les bureaucrates slovènes ont constitué le Parti du Renouveau Démocratique, adopté un nouveau programme et accepté le multi-partisme.

Ils sont néanmoins balayés, ne recueillant que 17 % des voix.

A l'inverse, la coalition d'opposition (qui regroupe chrétiens-démocrates, sociaux-démocrates, paysans et verts) a ordonné sa campagne sur la perspective de l'indépendance : elle est majoritaire avec 55 % des voix. Les résultats sont différents à l'élections présidentielle, en partie à cause des menaces ouvertes de l'armée contre Joze Pucnik, chef de la coalition démocratique ; ce dernier obtient 26 % des voix tandis que Milan Kucan, bureaucrate ayant dirigé la rupture avec la LCY, obtient 44,4 % des voix.

Depuis sa mise en place, le nouveau gouvernement slovène multiplie les décisions allant dans le sens de la Sécession. Il se déclare aujourd'hui prêt à engager les démarches pour rejoindre la CEE.

LA CROATIE, A LA SUITE DE LA SLOVENIE

Comme en Slovénie, les bureaucrates en rupture de LCY ont changé d'enseigne : intitulé "Parti des changements démocratiques", leur parti a fait alliance aux élections de mai 1990 avec les socialistes ; comme leurs confrères slovènes, ils sont battus, avec un quart des voix environ.

Sont vainqueurs les candidats de l'Union Démocratique Croate (HDZ) qui gagne les deux tiers des sièges. A leur tête se trouve un ancien général de Tito, Franjo Tudjman, qui fit neuf ans de prison pour "nationalisme croate" et devient président de la Croatie.

Le 5 octobre, la Slovénie et la Croatie rendent public leur projet de transformation de la Yougoslavie en une confédération, c'est-à-dire, selon leur projet, en une simple alliance d'états souverains. Tudjman précise :

> *«Le modèle actuel de Yougoslavie fédérale, oui, il est fini. Absolument. La question est maintenant de savoir s'il est possible de trouver un accord, démocratiquement, pour continuer de vivre ensemble dans une confédération. (...) Une solution doit être impérativement trouvée dans les mois à venir car la crise économique est profonde».*

ELECTIONS DE DECEMBRE

A la fin de l'année 1990 se sont déroulées plusieurs élections qui confirment le processus de dislocation à l'œuvre.

- En Serbie, le chauvinisme que la bureaucratie serbe a suscité et exacerbé — conjugué avec l'absence de perspectives politiques, l'absence de parti révolutionnaire — permet à Slobodan Milosevic d'être élu dès le premier tour des élections présidentielles avec 65 % des suffrages exprimés. De son côté, le dirigeant nationaliste Vuk Draskovik, qui reprend à son compte les visées de l'ancien royaume de Serbie, obtient 16,4 % tandis que le candidat de la bureaucratie fédérale recueille 5,5 % des voix. Dès le premier tour également, le "Parti socialiste" de Milosevic obtient 87 des 250 sièges du parlement serbe et 45,8 % de l'ensemble des suffrages, et la bureaucratie serbe entend se servir de ces résultats pour poursuivre son combat contre les droits nationaux des autres peuples, du Kosovo en particulier.
Dans la région du Kosovo, en dépit du quadrillage policier, des arrestations et des licenciements (près de 40 000 en six mois), des grèves se poursuivent et l'appel des organisations du Kosovo à boycotter les élections organisées dans le cadre de l'Etat serbe a été totalement suivi : 2000 votes tout au plus auraient été exprimés pour 700 000 électeurs albanais.

- Au Monténégro, l'ancienne direction de la LCY avait été éliminée en janvier 89, lors d'une "révolution bureaucratique", au profit d'hommes issus de l'appareil tels que Stankovik ou Momir Bulatovic. Ce dernier, devenu dirigeant de la Ligue communiste du Monténégro et président en exercice, se faisait réélire en décembre ; Stankovik, qui avait fondé un parti socialiste après avoir rompu avec la Ligue, était battu pour s'être présenté dans le cadre d'une "Alliance des forces réformatrices", laquelle Alliance était impulsée par le premier ministre fédéral en défense du statu quo fédéral.
- En Macédoine, lors des élections législatives de décembre, une coalition constituée autour d'une ligue communiste également "réformée" obtenait 56 sièges sur 120 à pourvoir tandis que le parti nationaliste VMRO en obtenait 37 et le parti pro-albanais 24.

- Enfin, en Slovénie un nouveau pas a été franchi : le 6 décembre, l'écrasante majorité du parlement slovène décide d'organiser un référendum sur l'autonomie. Le 23 décembre, ce sont 88,5 % des électeurs slovènes qui se prononcent pour l'indépendance et le 26 décembre, l'indépendance est solonnellement proclamée ; un plan d'action est annoncé pour doter le pays de lois correspondant à celles d'un Etat souverain et établir "son propre système économique" ; des négociations sont proposées aux autres républiques yougoslaves pour la constitution d'une "confédération" : en cas d'échec, la sécession serait décidée.

Peu après, le gouvernement fédéral faisait savoir qu'il considérait comme sans valeur de telles décisions. Déjà, au début de décembre, le ministre de la défense avait laissé planer la menace d'une intervention de l'armée contre un processus qualifié de "libanisation".

UN PROCESSUS INACHEVE

Bien que le processus de dislocation de l'Etat yougoslave soit profondément engagé (de même que la restauration du capitalisme a fait des pas importants), l'Etat fédéral est toujours en place, en particulier avec son armée ; de plus en plus, c'est cette armée fédérale, dont l'encadrement est en grande partie serbe, qui permet la mise en œuvre des décisions du gouvernement fédéral et qui peut être utilisée contre la classe ouvrière afin d'aller jusqu'au bout dans la liquidation de l'Etat ouvrier et la mise en place d'Etats bourgeois.

Car la crise économique croissante dans laquelle s'enfonce la Yougoslavie provoque d'ores et déjà d'importants mouvements de la classe ouvrière. L'explosion de l'Etat yougoslave, en même temps qu'elle déstabiliserait tous les Etats balkaniques, pourrait ouvrir une situation révolutionnaire. C'est ce que redoutent les impérialistes tout autant que les différentes fractions de la bureaucratie yougoslave.

(Fin de la première partie).

SOMMAIRE C.P.S. N° 36 - 4 FEVRIER 1991

P 1 - Editorial - Du côté de la coalition : guerre impérialiste
Du côté de l'Irak et des peuples du Moyen-Orient : guerre de défense, guerre juste

P 8 - Un mouvement divisé, phagocyté et mené à l'échec

P 13 - La guerre contre l'Irak et la F.E.N.

P 16 - 27e congrès du P.C.F - Le PCF reste stalinien

P 22 - L'URSS en crise

P 30 - Crise en Yougoslavie

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE :_____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : **Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX**

Directeur de la Publication : Stéphane JUST
Commission Paritaire n° 67187
n° I.S.S.N. : 0763790 X
Imprimerie Spéciale